

PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS

Niveau 3 avec risques particuliers

MAÎTRE D'OUVRAGE

INSERM

163 Av. de Luminy
13009 Marseille

MAÎTRES D'OEUVRE

3I Architectes

3I Conseils

OPERATION

RENOVATION SANITAIRES VESTIAIRES ET STOCKAGE SITE INSERM – CIML ZONE A

COORDONNATEUR SPS

CONCEPTION : Emmanuelle ATERO

AMBC CONTRÔLES

199, boulevard Voltaire

13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE

Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Diagnostics Amiante et Plomb

Diagnostics Immobilier

☎ : 09 81 77 23 88 📞 : 06 64 43 21 58

CONCEPTION : Emmanuelle ATERO

AMBC CONTRÔLES

199, boulevard Voltaire

13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE

Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Diagnostics Amiante et Plomb

Diagnostics Immobilier

☎ : 09 81 77 23 88 📞 : 06 64 43 21 58

TABLEAU DE REVISION

Indice	Date	Origine et objet des révisions	Le Coordonnateur
1	25/10/2024	Edition originale pour consultation	Emmanuelle ATERO

Table des matières

PREAMBULE.....	4
1. Mission de Coordination SPS	4
2. Inspection commune	6
3. Rédaction du PPSPS (Annexe 5 PPSPS type)	6
I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	8
4. Présentation du projet et localisation	8
5. Type d'opération.....	8
6. Calendrier général de travaux.....	8
7. Désignation et description sommaire des lots.....	9
8. Présentation des intervenants.....	9
9. Organismes administratifs et préventions (liste non exhaustive)	9
10. Services d'urgences.....	10
11. Concessionnaires	10
12. Cadre réglementaire de la mission SPS	10
13. Déclaration Préalable (à afficher en salle de réunion)	11
II. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER	12
1. Entreprise désignée	12
2. Désignation des sous-traitants	13
3. Description de l'environnement et des servitudes	13
4. Accès à l'enceinte du chantier	14
5. Plan d'Installation de Chantier.....	14
6. Base de vie et installations communes (cf Annexe 3 installations de chantiers réglementaires)	15
III. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE	17
1. Fermeture provisoire du chantier	17
2. Zones de déplacement ou de circulation horizontales	17
3. Terrassement	19
4. Tranchée, réseaux	20
5. Réseaux existants	21
6. Démolition / Curage	21
7. Construction	22
8. Désamiantage / Déplombage	26
9. Zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales (SCALP et METAH)	29
10. Utilisation des engins de levage et de manutention	31
11. Délimitation et aménagement des zones de stockage des différents matériaux	32
12. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets ou des décombres	33
13. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	34

14. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	34
15. Equipements de protections individuelles.....	35
16. Protections contre les risques incendies	36
17. Mesures prises en matière d'interaction sur le site	36
18. Particularités du chantier.....	37
IV. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A L'INTERIEUR DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	38
V. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	38
1. Base de vie	38
4. Mesure de sauvegarde.....	39
5. Alimentation électrique	39
VI. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	40
1. Matériel de secours	40
2. Secouriste	40
3. Information des incidents ou accidents.....	40
VII. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	41
1. Formation à la sécurité.....	41
2. Utilisation du personnel intérimaire.....	41
3. Sous-traitance.....	42
4. Artisans	42
5. Travailleurs indépendants et locatier	42
VIII. DIUO	42
ANNEXES.....	43
ANNEXE 1 FORMATION A LA SECURITE DU PERSONNEL.....	43
ANNEXE 2 CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT ET/OU D'INCENDIE	44
ANNEXE 3 INSTALLATIONS DE CHANTIER REGLEMENTAIRES.....	46
ANNEXE 4 PPSPS TYPE	47
ANNEXE 5 DHOL : Document Harmonisé des Organisations de Livraison	48

PREAMBULE

1. Mission de Coordination SPS

Ce Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC SPS) est établi en vertu de la loi 93-1418 du 31/12/93 concernant les chantiers temporaires et mobiles complété par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003.

Cette loi prévoit la nomination par le Maître de l'Ouvrage d'un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé dès la phase conception. Il permet d'intégrer la sécurité et la protection de la santé tant pour la phase réalisation que pour celle des interventions ultérieures dans le respect des principes généraux de prévention.

Le Coordonnateur n'est pas un agent de sécurité ni un super agent de sécurité de l'Entreprise

Sa mission consiste essentiellement à :

- Coordonner les activités extérieures au chantier avec celles du propre chantier,
- Coordonner les activités entre les différentes Entreprises intervenant sur le chantier,
- Faire prendre en compte dans le PPSPS, par chaque Entreprise, ses risques propres, les risques exportés, les risques importés et ceux créés par l'environnement du chantier.

Ce PGC SPS est joint au dossier d'appel d'offres. Il est évolutif et est appelé à être modifié et complété en fonction de l'évolution des travaux.

Dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur ouvre un registre journal (RJ) dans lequel il consigne :

- Les comptes rendus des inspections communes,

Les observations ou notifications effectuées auprès du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des différents intervenants,

- Les noms des contractants et sous contractants, leur date d'intervention et effectif prévisible.

Lors de la phase réalisation, chaque Entreprise, y compris sous-traitante, est soumise avant remise du PPSPS et intervention sur le chantier, à une inspection préalable en vue de l'établissement du Plan Particulier et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'Entreprise qui fait exécuter tout ou partie du contrat qui la lie au Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC SPS ainsi que son PPSPS propre. En outre, elle doit prévenir le Coordonnateur par écrit dès qu'elle signe un contrat de sous-traitance.

Dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur a autorité pour :

- Avoir accès au registre de sécurité tenu par l'Entreprise,
- Interdire l'accès du chantier à toute entreprise qui n'a pas remis son PPSPS conformément à la loi,
- Convoquer tout intervenant quand il le juge nécessaire,
- Faire procéder par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour palier la carence de ou des Entreprises en matière de prévention,
- Interrompre toute activité qui présente un risque grave d'interférence ou qui n'a pas été planifié au préalable,
- Interrompre l'activité d'un poste de travail présentant un danger grave et imminent pour le personnel par défaut de protection.
- Tout dysfonctionnement devra faire l'objet d'une inscription au registre journal et d'une information formalisée rapide au Maître d'œuvre et du chef d'établissement.

Pour mémoire, le Maître de l'Ouvrage communique au Coordonnateur tous les documents d'études relatifs à l'opération, ainsi que tous les documents nécessaires à l'établissement du DIUO. Il informe le Coordonnateur, des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le Coordonnateur est destinataire des comptes - rendus de ces réunions.

Principes généraux de prévention

- *Eviter les risques,*
- *Evaluer les risques qui ne peuvent être évités,*
- *Combattre les risques à la source*
- *Tenir compte de l'évolution de la technique*
- *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins ou qui ne l'est pas,*
- *Planifier la prévention*
- *Donner la priorité aux mesures de protection collective*
- *Adapter le travail à l'Homme*
- *Donner les instructions appropriées aux salariés*

Méthode des 5 M

Organiser les interventions en intégrant dans un ensemble cohérent :

- *Milieu,*
- *Main d'Œuvre,*
- *Méthode,*
- *Matériel et l'outillage,*
- *Management.*

Abréviation - Terminologie

B.P.U.	Bordereau des Prix Unitaires
C. S.P.S.	Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé
C.C.T.P.	Cahier des Clauses Techniques Particulières
C.D.P.	Cahier des Dispositions Particulières
C.P.	Cahier des Prescriptions
C.R.A.M.	Caisse Régionale d'Assurance Maladie
C.I.S.S.C.T.	Collège Interentreprises Sécurité Santé et Conditions de Travail
D.P.	Déclaration Préalable
D.O.E.	Dossier des Ouvrages Exécutés
D.I.U.O.	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
D.O.T.	Déclaration d'Ouverture de Travaux
D.R.	Demande de Renseignements
D.I.C.T.	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
D.C.E.	Dossier de Consultation des Entreprises
M.O.	Maître d'Ouvrage
M.O.E.	Maître d'Œuvre
O.P.P.B.T.P.	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
P.G.C.	Plan Général de Coordination
P.P.S.P.S.	Plan Particulier de Sécurité Protection de la Santé
P.M.Q.S.E.	Plan de Management Qualité Sécurité et Environnemental
P.T.	Permis de Tir
R.J.	Registre Journal
S.P.S.	Sécurité Protection de la Santé

LES DISPOSITIONS DU PRESENT PGC SONT APPLICABLES AUX TRAVAUX DE TOUS LES LOTS RELATIFS A L'OPERATION CONCERNEE, ET STIPULES AU PROJET DU D.C.E.

EN CAS D'EXTENSION DU PROJET D'ORIGINE, LE MAITRE D'OUVRAGE SOLLICITERA LE COORDONNATEUR S.P.S. POUR L'ETABLISSEMENT D'UN COMPLEMENT DU P.G.C.

2. Inspection commune

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, titulaire ou sous-traitante, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard une semaine avant son intervention sur le site. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord. Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

Les prestataires et locataires divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

3. Rédaction du PPSPS (Annexe 5 PPSPS type)

Toutes les entreprises, y compris leurs sous-traitants devront remettre au coordonnateur sécurité, au plus tard **30 jours, à compter de la réception de leur contrat signé**, et en tout état de cause avant toute intervention sur le site, leur PPSPS.

L'entreprise principale ainsi que les entreprises appelées à exécuter des travaux comportant des risques particuliers doivent communiquer également leur PPSPS à :

- L'inspecteur du travail
- Au service prévention de la CARSAT
- Au comité régional de l'OPPBTB.

Travaux comportant des risques particuliers

Liste des travaux indicatifs

1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - ⇒ à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
 - ⇒ à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;
2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;
3. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;
4. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;
5. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

6. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
7. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;
8. Travaux en plongée appareillée ;
9. Travaux en milieu hyperbare ;
10. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;
11. Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
12. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

Le PPSPS devra être établi conformément au décret n° 94.1159 du 26.12.1994. Il sera mis à jour selon l'évolution du chantier et sera modifié conformément aux indications du coordonnateur sécurité ou des organismes de prévention, si des raisons d'homogénéisation le nécessitent.

Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'aurait pas pu être appliquée l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des organismes de prévention.

Un exemplaire du PPSPS devra être conservé en permanence sur le chantier.

Ces PPSPS seront accompagnés de tous les plans, schémas nécessaires à leur compréhension et analyse détaillée des procédés d'exécution.

Ce plan définit clairement les mesures prises pour prévenir les risques générés :

- par le chantier et son environnement,
- par les autres entreprises,
- par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants,
- par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par des mesures similaires. En pareil cas, il importe que l'entrepreneur concerné, modifie ou complète les dispositions initiales du plan de ce changement les destinataires et les utilisateurs de celui-ci.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

4. Présentation du projet et localisation

Les stipulations du présent Plan Général de Coordination ont pour objet de faire connaître les conditions générales de sécurité à appliquer pour la réalisation concernant : les travaux de rénovation des sanitaires et vestiaires avec extension stockage Zone A, bât CIML



5. Type d'opération

Niveau 3 : Opération dont le nombre d'homme/jour étant inférieur à 500, cette opération est classée en niveau 3 avec risques particuliers.

6. Calendrier général de travaux

Date de Démarrage : 1^{er} trimestre 2025

Durée : 1 mois

Nombre de lots : 2

Les entreprises auront à indiquer dans leurs PPSPS, les renseignements relatifs aux effectifs qu'elles pensent mettre en place :

- Effectif moyen et de pointe,
- Période d'intervention, nombre global d'heures de travail.

7. Désignation et description sommaire des lots

DESIGNATION	NOM ET ADRESSE	TELEPHONE	MAIL
LOT 01 Démolition - RSO – 2nd œuvre - Menuiseries ext.			
LOT 02 Fluides			

8. Présentation des intervenants

INTERVENANTS	ADRESSE	NOM DU RESPONSABLE	TELEPHONE	Mail
Maîtrise d'ouvrage INSERM	163 Av. de Luminy 13009 Marseille	Patricia BATAILLE Fabrice ROCHE MARIN		patricia.bataille@inserm.fr fabrice.roke-marin@inserm.fr
Maîtrise d'œuvre				
ARCHITECTE 3I Architectes 3I Conseils				
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES				
Coordination Sécurité et Protection de la Santé	AMBC CONTRÔLES 199, boulevard Voltaire 13821 LA PENNE SUR HUEVAUNE	Emmanuelle ATERO	P : 06 64 43 21 58 T : 09 81 77 23 88	ambc.controles@gmail.com

9. Organismes administratifs et préventions (liste non exhaustive)

DESIGNATION	ADRESSE	TELEPHONE
DDETS - 13-03-09, 13-03-10	55, Boulevard Périer 13415 Marseille cedex 20	T : 04.91.57.96.77 ddets-uc3@bouches-du-rhone.gouv.fr
CARSAT SUD EST Prévention des Risques Professionnels Mme Isabelle COMPIEGNE		T : 3679
OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics)	10, Place de la Joliette ATRIUM 10.6 – Les Docs 13009 MARSEILLE	T : 04 91 71 48 48

10. Services d'urgences

SERVICES D'URGENCES	TELEPHONE
Police ou gendarmerie	17
URGENCES	15
Pompiers	18 ou 112
Centre antipoison	04 91 75 25 25

11. Concessionnaires

DESIGNATION	TELEPHONE
Urgence Dépannage Gaz	T : 0810.735.354
Urgence Dépannage Electricité	T : 0 810 501 900
Orange	T : 10 13
Météo France	T : 08 36 68 02 13

12. Cadre réglementaire de la mission SPS

Ce PGCSPPS est établi en référence aux prescriptions définies par les textes législatifs en vigueur (liste non exhaustive des principaux textes).

Le Code du travail, chapitre hygiène et sécurité et les textes associés, le Code de la Sécurité Sociale, prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Décret du 8/01/65 modifié par Décret du 6 mai 1995.

Décret du 2 septembre 1998 et Décret du 1er septembre 2004 : Mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiments, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Décret du 20/02/92 : Intervention des Entreprises Extérieures (EE) chez une Entreprise Utilisatrice (EU).

Décret du 20/03/79 : Formation à la sécurité.

Décret du 03/09/92 : Manutention manuelle.



Loi du 31/12/93 n° 93.1418, Décret du 26/12/94 n° 94.1159 : Coordonnateurs SPS CT

Circulaire DRT n° 96-5 du 10/04/96 : Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de Génie Civil.

Loi du 31/12/91 n° 91.1414 : Equipement de travail, moyens de protection.

Dispositions générales, Recommandations CARSAT, Décret du 14/11/88 : Electricité

Textes réglementaires pour grues mobiles, pour nacelles élévatrices du personnel, engins de chantier

13. Déclaration Préalable (à afficher en salle de réunion)

A établir par le Maître d’Ouvrage et à transmettre aux organismes suivants :

- C.A.R.S.A.T
- O.P.P.B.T.P
- DIRECCTE

Les entreprises ne sont pas dispensées des démarches suivantes :

- Déclaration d’Ouverture de Chantier
- Déclaration d’Intention de Commencement de Travaux

II. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER

Le PGC doit être joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux Entreprises désignées.

Outre la connaissance du présent PGC (ou de son évolution ultérieure), le représentant de chaque intervenant prend connaissance de la mission du Coordonnateur SPS : son rôle exact sur l'opération, bien qu'énuméré au cours du présent PGCSPPS est précisé au cours de chaque Inspection Commune Préalable, et des obligations de l'entreprise vis-à-vis de celui-ci (remise de documents : PPSPS, Registre Journal, réponses aux questions, présence aux réunions spécifiques, etc...) tels que définis dans le décret d'application du 26 décembre 1994.

- Mise au point de l'organisation d'hygiène et sécurité collectifs de l'opération en phase conception
- Mise en place de cette organisation durant la période de préparation du chantier
- Mise au point et maintien de l'organisation d'hygiène et sécurité collectifs de l'opération en phase de réalisation

Toutes les entreprises, y compris sous-traitantes (après agrément de la part du maître d'ouvrage et Maître d'œuvre), tous les travailleurs indépendants, désignés, connus et agréés sont « accueillis » par le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants effectuent ensemble la visite d'inspection commune.

1. Entreprise désignée

Les marchés lancés par le Maître d'Ouvrage font obligation aux entreprises de respecter le cahier des prescriptions techniques particulières ainsi que les prescriptions réglementaires pour leur personnel et leurs appareils.

- Registre des salariés sur le chantier
- Registre de sécurité des appareils sur le chantier
- Déclaration du personnel

Les entreprises attributaires devront faire les demandes de Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (D.I.C.T.).

Possession en permanence des autorisations du personnel sur le site :

- Inspection Commune Préalable,
- PPSPS,
- Permis feu commencement des travaux dans le cas possible de propagation avec mitoyenneté, point feu à l'intérieur et aux abords du bâtiment existant.
- Durée du travail hebdomadaire suivant législation en vigueur.

Les demandes de dérogation spécifiques à l'aménagement des temps de travail doivent être obligatoirement être demandées à l'autorité de tutelle compétente.

Certains travaux spécifiques engendrant des nuisances (en particulier sonores et poussières) peuvent être exécutés durant des tranches horaires bien particulières qui sont hebdomadairement définies par le Maître d'Ouvrage

Ces horaires seront définis durant la période de préparation en concertation avec les occupants.

2. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, ou avant toute intervention sur le chantier, l'entreprise est tenue de désigner tous les sous-traitants qui participeront à la construction des ouvrages, quels qu'ils soient, afin :

- D'être agréés par le maître d'ouvrage et Maître d'œuvre*
- D'être accueillis en temps opportun par le Coordonnateur SPS,
- De les faire participer aux inspections communes
- De vérifier leur connaissance du présent PGC
- De vérifier leur connaissance des travaux qu'ils ont à effectuer
- De vérifier leur prise en compte des zones dangereuses
- De vérifier leur connaissance des postes de travaux pouvant engendrer des risques particuliers
- De leur communiquer les consignes particulières pour la rédaction de leur PPSPS

**Les entreprises sous-traitantes doivent être agréées par le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre dans les conditions prévues dans l'acte d'engagement et le CCAP. Elles doivent établir, au même titre que l'entreprise titulaire du marché, un PPSPS dans un délai de 8 jours courant à compter de la notification d'acceptation de sous-traitance. (ATTENTION AUX DELAIS)*

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires diffuseront au CSPS, les éléments suivants :

- Les noms et adresses des entrepreneurs sous-traitants
- La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant et une description sommaire de leurs prestations,
- La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant,
- L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier.

3. Description de l'environnement et des servitudes

Du fait du dépôt de sa soumission, l'ensemble des lots devront :

- Avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques pour la circulation des engins du chantier sur la zone de travaux
- Avoir pris pleine connaissance du projet et de tous les documents et éléments d'informations généraux,

Environnement	Campus universitaire
Particularités	Prendre en compte les risques liés aux piétons et circulation véhicules.
Données géotechniques	Néant
DIUO	Néant
Plan de Prévention	A définir avec l'exploitant

AMIANTE		Numéro rapport	Date	Informations / Conclusions
	Diagnostics Amiante avant travaux	AMBC Contrôles DAAT n° 22-846 DAAT INSERM CIML	09/05/2022	Absence d'amiante
	Diagnostics Amiante avant travaux	AMBC Contrôles n°18-509 DAAT CIML	15/11/2018	Présence d'amiante
	DTA	AMBC Contrôle N° 16-339 CIML	29/11/2016	Présence d'amiante
	Plan de retrait			A transmettre
	Installations spécifiques			

Plomb				
Termites				

Réseaux :

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner auprès du maître d'ouvrage sur l'existence de ces ouvrages ou réseaux et d'adresser au moins 10 jours avant le début des travaux une déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF PTT, etc...) et au Maître d'Ouvrage.

Les renseignements sont à prendre auprès de l'établissement du service www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr, quoi qu'il en soit, l'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires en termes d'exécution. L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que les services enterrés figurant sur les plans et/ou indiqués dans le CCTP, peuvent ne pas se trouver à la position indiquée. Si les services devaient être provisoirement interrompus, détournés ou endommagés l'Entrepreneur devra en informer le Maître d'œuvre et les autorités compétentes et prendre ses dispositions pour que les travaux soient effectués et assurer les mesures correctives permettant un retour à l'état d'origine, en assumant tous les frais afférents.

Cette disposition concerne les raccordements de l'installation de chantier.

4. Accès à l'enceinte du chantier

L'accès se fait depuis le Campus de Luminy, 13009 Marseille

Les entreprises remettront au Maître d'Ouvrage antérieurement au début de leur intervention une liste des personnels habilités à travailler sur ce chantier ; sur demande du CSPS, chaque entreprise fournira la liste de son personnel et / ou du personnel intérimaire employé par celle-ci avant tout accès au chantier de ce personnel soit par liste en annexe du PPSPS soit par liste séparée

Les visites de chantier de personnes ne travaillant pas sur le chantier, à l'initiative des entreprises, sont interdites sans accord préalable du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

Cependant, à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'Ouvrage, l'entreprise doit accueillir et accompagner, sous sa responsabilité, tous les visiteurs qui doivent, à titre documentaire ou autre, pénétrer sur le chantier.

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée d'un casque et de chaussures (bottes) de sécurité et avoir reçu l'information sur l'environnement du chantier.

5. Plan d'Installation de Chantier

Le plan général d'installation de chantier est établi en coordination avec chaque phase des travaux.

Ce plan sera soumis pour accord au maître d'œuvre et Coordonnateur SPS avant toute intervention sur le site et devra être soumis et mis à jour si le déroulement du chantier l'exige.

Il comportera au minimum :

- Les zones de cantonnement
- Les zones de stockage,
- Les parkings voitures,
- Les points d'alimentation en eau, électricité,
- Les réseaux publics existants à conserver ou à dévier,
- La signalisation mise en place,
- Les modalités de clôture du chantier
- La zone de livraison

- La circulation des voitures et piétons modifiées par séparation barrières type Héras ou barrières de sécurités routières.

6. Base de vie et installations communes (cf Annexe 3 installations de chantiers réglementaires)

Article R.4533-1 du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 : Le Maître d'Ouvrage doit prendre les mesures prévues aux articles R.4533-2 à R.4533-5 du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 et aux articles R.4533-6 et R.4533-7 à R 4533-6.

Conformément à la réglementation (décret du 8 janvier 1965 modifié par les décrets du 1 octobre 1987 et du 6 mai 1995), les locaux communs sont :

- Installés au démarrage du chantier
- Les éléments seront actualisés en fonction des différentes phases du projet résultant de l'organisation du chantier et du calendrier des travaux.
- L'ensemble de ces installations dont l'emplacement pourra être déplacé en fonction de l'avancement du chantier, sera raccordé et conforme à la réglementation en vigueur

CES LOCAUX DEVRONT RESTER EN ETAT PERMANENT DE PROPRETE, si tel n'était pas le cas le maître d'ouvrage désignera une entreprise extérieure pour effectuer ce travail (imputé selon le cahier des charges à l'entreprise désignée ou au compte prorata)

Les entreprises titulaires d'un marché devront faire leur affaire de l'installation de leurs sous-traitants éventuels.

DESIGNATION	MISE EN PLACE	ENTRETIEN	
Autorisation de voirie Autorisation de survol	Néant		L'occupation du sol ne sera autorisée que sur la zone délimitée dans le projet de plan d'installation. Les voies de circulation et autres dérogations ou autorisations seront bien établies et devront être scrupuleusement respectées. S'il est prévu le survol des voies ou terrains mitoyens par les grues du chantier, les zones énoncées ci-dessus ne devront à aucun moment, être survolées par une charge en cours de manutention. Un limiteur de zone sera mis en place sur chaque grue.
Plan d'Installation de Chantier	Lot 01		Devra être soumis au MO et CSPA et mis à jour si le déroulement du chantier l'exige.
Panneaux de chantier, clôture périphérique, signalisation	Lot 01	Lot 01	Durant toute la durée de l'opération
Gardiennage			
Base Vie (réfectoire, vestiaires, sanitaires), salle de réunion, branchement aux réseaux et équipement	Lot 01	Lot 01	Durant toute la durée de l'opération Bungalow et WC chimique
Protections collectives et circulation verticale	Lot 01 Lot 02	Lot 01 Lot 02	Durant toute la durée de l'opération PV de réception de conformité
Stockage matériel Stockage déchets	Lot 01	Lot 01	Durant toute la durée de l'opération
Fourniture de l'eau et de l'électricité	Lot 02	Lot 02	Carnet de contrôle des installations / Contrôle périodique Avant intervention fournir au CSPA le PV de consignation / Test de l'installation avant travaux
Consignation réseaux électriques Consignation réseaux gaz	Lot 02	Lot 02	Avant intervention fournir au CSPA le PV de consignation/ d'inertage Test de l'installation avant travaux
Amiante Plan de retrait / Mode Opérateur Installations spécifiques	A définir	A définir	Entreprise intervenant en sous-section 3. Fournir plan de retrait, attestations de formation de vos compagnons, modes opératoires avant toute intervention sur le chantier Fournir copie de vos BSDA

III. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

1. Fermeture provisoire du chantier

L'entreprise principale aura en charge la fermeture provisoire du chantier ainsi que les ouvrages éventuels liés aux riverains.

2. Zones de déplacement ou de circulation horizontales

Circulation Horizontale

Dans la mesure du possible, les circulations piétonnes du personnel chantier seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. En accord avec le CSPS et en fonction de l'encombrement du chantier une matérialisation physique pourra être mise en place dès le début des travaux.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis à vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'organisation des manœuvres éventuelles est réalisée par une personne de l'entreprise concernée ayant reçue l'information et l'autorité, désignée, son nom figure sur le PPSPS et sur le registre du chantier.

Le sens de circulation est défini avec le plan d'accès inclus dans le PIC

SCALP : « Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles prendra en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation, pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage seront décrites sur le plan d'installation de chantier.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Circulation intérieure au chantier

L'accès du chantier se fera par la voirie desservant le site. Le sens de circulation sera défini avec le plan d'accès.

- Ne seront autorisés à circuler sur le chantier que les véhicules et engins nécessaires à la réalisation de l'opération
- L'entreprise principale assurera la réalisation et l'entretien des voies de circulation et accès.

199, boulevard Voltaire - 13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE - Tel : 09 81 77 23 88
Siret : 501 849 434 00037 - TVA intra. FR62 501849434 - code APE : 7120B

- Signalisation extérieure : l'entreprise mettra en place et entretiendra une signalisation permettant de repérer chaque accès au chantier. Seront également installés au niveau de chaque accès, les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, port des chaussures de sécurité obligatoire, etc.)
- Signalisation intérieure : A partir de chaque accès, une signalétique spécifique sera installée pour diriger le personnel et les véhicules de livraison aux différents points du chantier. Sur l'ensemble des zones de circulation et intersections, l'entreprise mettra en place une signalisation en fonction des dangers rencontrés.
- Les interventions, à partir du domaine public devront se faire avec l'accord des Services Techniques de la Ville. Ceux-ci devront être prévenus au moins 4 jours avant l'intervention.

Circulation des engins

Les engins de transport ne doivent pas se déplacer en dehors des pistes spécialement construites, balisées et entretenues pour assurer leur circulation dans les meilleures conditions.

Circulation des engins sur les pistes

Tout engin qui emprunte une piste doit respecter les règles de circulation du Code de la Route, toute dérogation fera l'objet d'une consigne particulière.

Les engins de transport éviteront de rouler sur les accotements des pistes qui sont instables. La signalisation mise en place par les responsables du chantier doit être scrupuleusement respectée. Cette signalisation, simple, visible, adaptée aux problèmes de circulation des engins, doit indiquer les directions à suivre, les rappels de prudence, les obstacles et éventuellement les vitesses à respecter aux passages délicats et dangereux. Un intervalle minimum de 50 mètres doit être conservé entre deux engins de transport.

Le dépassement éventuel d'un engin de transport par un autre engin de transport ne pourra s'effectuer que si la piste de circulation a les caractéristiques suffisantes pour permettre d'effectuer cette opération sans danger. Dans tous les cas, le responsable du chantier doit réglementer cette opération. Priorité de circulation aux engins chargés.

La circulation doit se faire à vitesse modérée et prudemment sur les routes réservées à la circulation générale et dans les zones des installations. La circulation et l'évolution des engins seront sous la surveillance permanente d'un chef de manœuvre.

Circulation sur les zones de chargement et de déchargement

La circulation ne doit pas s'effectuer trop près du personnel piéton. Présence obligatoire d'un homme de manœuvre préposé au guidage des engins

Il faut garder une distance de deux mètres entre deux engins travaillant côte à côte et ne jamais utiliser une voie occupée déjà par un bulldozer, un pousseur ou un compacteur.

En stationnement

Ne pas stationner sur les pistes pendant les heures de travail. Poser tous les équipements au sol : lame, ripper, scarificateur, benne, godet, etc. Utiliser le frein parking et placer au besoin les cales. Pour les camions, il est rappelé que le frein ralentisseur ne doit pas être utilisé comme frein de parking. Ne jamais stationner sur une zone en pente, sauf en cas d'absolue nécessité ; dans le cas, il faut prendre un soin particulier au calage de l'engin.

Respecter les intervalles d'une dizaine de mètres entre les engins stationnés côte à côte et les consignes de mise en route sur chaque machine.

Entretien

- La cabine doit être maintenue propre.
- Eviter le débordement des réservoirs de fuel pendant le remplissage
- Ne jamais déposer de graisse sur les marchepieds ou sur les chenilles des engins.

Circulation des véhicules

Les véhicules du personnel ou étrangers au chantier ne doivent en aucun cas circuler sur les pistes réservées aux engins. A cet effet, des panneaux d'avertissement et de danger doivent être placés aux différents accès du chantier.

Les véhicules du personnel doivent stationner dans les zones en dehors des pistes, et dans la mesure du possible, dans des parkings prévus à cet effet.

Les véhicules de service : voiture, camion de dépannage ou d'entretien, qui doivent circuler sur les pistes, n'ont aucune priorité sur les engins et ne doivent en aucun cas effectuer des manœuvres qui risquent d'entraver la circulation normale des engins.

Principes de base de la signalisation

Il faut tenir compte de 4 principes pour adapter la signalisation aux différents chantiers :

- Adaptation : Les moyens mis en place pour la signalisation du chantier doivent être adaptés :
 - ⇒ au chantier (taille, durée, visibilité) ;
 - ⇒ à la route (chaussée étroite, route à 2 ou 3 voies) ;
 - ⇒ à la circulation (nombre, vitesse et type de véhicules).
- Cohérence : La signalisation mise en place ne doit pas être en contradiction avec la signalisation existante, dans un tel cas, il convient de masquer temporairement la signalisation permanente.
- Valorisation : La signalisation mise en place doit être crédible, elle doit donc rendre compte le plus exactement possible à l'usager de la situation qu'il va rencontrer.
- Lisibilité : Les informations données doivent pouvoir être assimilées par l'usager. Elles doivent être disposées de façon visible, sans surcharge (pas plus de 2 panneaux côte à côte) et de taille appropriée (gamme normale sur route bidirectionnelle, gamme petite en ville).

3. Terrassement

- Protections individuelles

Port des EPI obligatoire

Les entreprises devront tenir à disposition de leur personnel : casques, gants, chaussures de sécurité, vêtement de pluie, bottes, bouchons d'oreille, masques anti-poussière, vêtements de signalisation à haute visibilité.

- Manutentions mécaniques (chariot élévateur, grues hydrauliques auxiliaires sur véhicule, porteurs, nacelles élévatrices)

Chaque utilisateur doit pouvoir justifier d'une formation au CACES.

Le matériel doit être à jour des vérifications et épreuves réglementaires (vignette visible sur la carrosserie). Les pelles mécaniques doivent être équipées de clapet anti-retour.

- Circulation sur les zones de chargement et de déchargement :
La circulation ne doit pas s'effectuer trop près du personnel piéton. Dans tous les cas, il ne faut tolérer aucun piéton dans les zones d'évolution des engins ; il y est en très grand danger et gêne le conducteur dans son travail. Ce dernier devra rester à l'écart des engins et se placer devant l'engin à guider pour lui faire effectuer une marche arrière, de façon à éviter au conducteur des manœuvres hasardeuses et dangereuses.
Le préposé au guidage des engins devra porter tous les équipements spéciaux nécessaires pour se faire distinguer du personnel et pour être efficace : casque, veste rouge réflectorisée et signaux lumineux la nuit et par temps de brouillard. Le guide utilisera des gestes simples et traditionnels.
Il faut garder une distance de deux mètres entre deux engins travaillant côte à côte et ne jamais utiliser une voie occupée déjà par un autre engin.
- Circulation des véhicules :
Les véhicules du personnel ou étrangers au chantier ne doivent en aucun cas circuler sur les pistes réservées aux engins. A cet effet, des panneaux d'avertissement et de danger doivent être placés aux différents accès du chantier.
Les véhicules du personnel doivent stationner dans les zones en dehors des pistes, et dans la mesure du possible, dans des parkings prévus à cet effet. Les véhicules de service : voiture, camion de dépannage ou d'entretien, qui doivent circuler sur les pistes, n'ont aucune priorité sur les engins et ne doivent en aucun cas effectuer des manœuvres qui risquent d'entraver la circulation normale des engins.
- Circulation des piétons :
Interdiction de circuler ou de stationner sur les pistes d'engins sans nécessité. Le personnel administratif du chantier ne doit pas intervenir sur le chantier pour arrêter des engins au travail.
Seuls les responsables de l'exécution des travaux, pourront en cas de besoin, arrêter un engin, en choisissant pour ce faire, un emplacement offrant toutes les garanties de sécurité.
Port du casque obligatoire pour tout le personnel, y compris le conducteur employé à des travaux au sol, ou opérant sur une machine non équipée d'une cabine.

4. Tranchée, réseaux

- Accès verticaux
Les accès des compagnons en fond de fouille devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs.
L'escalier est dans la plupart des cas la solution imposée. En cas d'impossibilité, l'entreprise pourra proposer une autre solution au Coordonnateur SPS (échelle par exemple).
- Bordure tranchée :
Mettre en place des protections collectives liées entre elles solidement en retrait des tranchées. Mettre des barrières aux abords des tranchées ouvertes et autour de chaque trou en attente de comblement.

Les compagnons travaillant dans les tranchées devront être protégés des projections et effondrement. Mise en place de filet, merlon.
Mise en place de blindage ou talutage.
- Fouilles :
Les fouilles seront protégées contre l'éboulement et la chute de hauteur chaque fois que la profondeur ou la tenue des terres l'exigera (blindage ou talutage). Elles seront balisées ou protégées par des barrières d'une hauteur de 2 mètres rigides et jointives selon leur implantation par rapport aux circulations dans l'enceinte de chantier.
Les fouilles seront remblayées dès que possible.

- Réseaux et regards :

Signalisation des réseaux enterrés ou aériens à l'aide de panneaux de 100 cm x 50 cm à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.

Tous les regards recevront un tampon fixe provisoire ou une rehausse rendant impossible une chute à l'intérieur.

5. Réseaux existants

Signalisation des réseaux enterrés ou aériens à l'aide de panneaux de 100 cm x 50 cm à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.

Mise en place de gabarit.

Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT.

Respecter les prescriptions données par les concessionnaires.

Détecter, sonder et repérer tous les réseaux enterrés.

6. Démolition / Curage

- Protections individuelles

Port des EPI obligatoire

Les entreprises devront tenir à disposition de leur personnel : casques, gants, chaussures de sécurité, vêtement de pluie, bottes, bouchons d'oreille, masques anti-poussière, vêtements de signalisation à haute visibilité.

- Protections collectives

Port des EPI obligatoire

Les entreprises devront mettre en place des protections collectives contre les chutes de hauteur. Elles devront phaser leurs opérations pour toujours avoir une phase dépose repose le jour même.

- Lutte contre les poussières

Pour limiter l'émission de poussières au niveau le plus bas possible, il faut :

Travailler par voie humide (arrosage, humidification)

Travailler en vase clos (appareils hermétiques, boîtes à gant)

Recourir à des procédures d'ouverture des sacs ou de déchargement des véhicules évitant la dissémination

Utiliser un aspirateur industriel équipé d'un filtre de haute efficacité (interdire le recours à la soufflette pour chasser la poussière)

Protection collective :

Les poussières qui ne peuvent être éliminées doivent être captées au plus près de leur source d'émission avec un dispositif d'aspiration approprié à la nature des polluants, et conforme aux principes généraux de ventilation ;

Les installations doivent être maintenues en bon état de fonctionnement et contrôlées périodiquement. S'organiser pour réduire le nombre de salariés exposés ainsi que leur temps d'exposition grâce aux rotations de postes par exemple

Limitier la coactivité en planifiant et coordonnant les interventions des divers corps d'état sur chantier

Protection individuelle :

Lorsque l'utilisation de protections collectives est impossible ou insuffisante, les opérateurs doivent être équipés de protections individuelles et notamment de masques respiratoires dotés de filtres appropriés

- Démolition/Dépose

- ***Etablir une étude des risques comprenant :***

- Le périmètre de sécurité mis en place, les conditions d'accès au chantier et les points sensibles des travaux ;

- Le plan de circulation des personnels et engins à l'intérieur de l'ouvrage ;

- Les règles à respecter pour éviter la chute de personnes, de matériels ou d'engins ;

- Les protections à mettre en œuvre ;

- Les mesures particulières prises pour traiter les matériaux amiantés ou nocifs ;

- Le dispositif de premiers secours.

- Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes.

- Afin de prévenir la chute fortuite de matériaux de construction, des dispositifs de recueil empêchant la chute de salariés dans le vide doivent être installés. Si cette installation se révèle impossible, l'accès aux emplacements sur lesquels ces chutes peuvent se produire doit être interdit et cette interdiction matérialisée.

7. Construction

L'entreprise doit obtenir de tous les services publics ou privés intéressés (ERDF, ENGIE, Cie des Eaux, etc..), tous renseignements sur les installations diverses du site. Si les renseignements recueillis sont insuffisants ou douteux, d'autres investigations (sondages, vérifications, etc..) seront nécessaires.

La connaissance par l'entreprise du régime hydraulique de la zone intéressée par l'ouvrage à réaliser est essentielle pour prévoir correctement les conditions dans lesquelles devront s'effectuer les travaux. Cette connaissance est bien sûr indissociable de celle du sol, mais aussi de la position et la géométrie de l'ouvrage. La prise en compte de sous-pressions peut imposer le lestage d'un ouvrage.

Le choix des modes d'exécution pour la construction et la sécurisation des compagnons devra être adapté et ce mode sera bien expliqué dans le PPSPS qui sera remis.

Pendant la période de travaux l'entreprise chargée de la construction maintiendra un accès facile pour le personnel sur le chantier

- Obligations générales

- Privilégier la pose des éléments de protection définitive

- Reboucher dès que possible les réservations

- Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

- Protections individuelles

Les vêtements flottants sont dangereux. Le port de la tenue de travail et de tous les équipements de protection individuelle fournie par l'entreprise est obligatoire.

Un vêtement correct est nécessaire pour ceux qui ne sont pas dotés de la tenue de l'entreprise.

Le port des montres-bracelets et des bagues est à éviter, quel que soit l'emploi sur le chantier, elles peuvent causer des accidents.

Les entreprises devront tenir à disposition de leur personnel : casques, gants, chaussures de sécurité, vêtement de pluie, bottes, bouchons d'oreille, masques anti-poussière, vêtements de signalisation à haute visibilité.

- Protections collectives

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en œuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

- Protection des caniveaux, regards et réservations dans les planchers.

Les caniveaux, regards et réservations de petites dimensions ($1.00m > d < 0.20m$) seront obligatoirement protégées, soit par les dispositifs définitifs (grille, portes, tôles, caillebotis, tampons, etc..) soit par des dispositifs provisoires. Attention, le provisoire qui dure doit être considéré comme définitif ; avec tout ce que cela implique. Les percements de diamètre < 20 mm seront exécutés par des moyens mécaniques.

- Fers en attente

Seront protégés, de préférence par crossage à la préfabrication, ou, à défaut, à leur mise en œuvre sur le chantier par un dispositif de protection tel que capot, lisse liante ou bouchon.

- Montage des moyens définitifs d'accès de circulation et de protection

Les entreprises concernées rechercheront systématiquement les possibilités de montage et d'utilisation ou plutôt des éléments définitifs comme moyens d'accès, de circulation et de protection. Ces éléments définitifs sont :

- les escaliers, passerelles, chemins de circulation en terrasse,
- les garde-corps,
- les parties vitrées,
- les dispositifs permanents de fixation et d'ancrage des garde-corps,
- Les lignes de vie.

Les PPSPS des entreprises préciseront les mesures prises en la matière afin de satisfaire ces impératifs.

- Montage des moyens provisoires d'accès, de circulation et de protection

A défaut de moyens définitifs, des moyens provisoires seront prévus et installés.

Les moyens provisoires tels qu'échelles, garde-corps, escaliers, obturation de trémie, etc. seront réalisés, installés et maintenus en état conformément aux prescriptions du décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

- Démontage momentané d'une protection collective

Sur le chantier, le DEMONTAGE MOMENTANE d'un dispositif de sécurité (garde-corps, élément de caillebotis par exemple) EST SUBORDONNE A L'AUTORISATION PREALABLE DU CHEF DE CHANTIER DE L'ENTREPRISE DE GROS ŒUVRE ET DU COORDONNATEUR SPS.

Les mesures compensatrices de sécurité doivent être définies par l'entreprise avant la dépose et expliquées aux intervenants.

Les éléments de protection déposés doivent être remis en place à l'issue du travail, après adaptation le cas échéant.

S'il subsiste un danger, la zone doit être protégée et signalée au Coordonnateur SPS et au chef de chantier Gros Œuvre.

- Accès verticaux

Les accès piétons en fond de fouille devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs.

L'escalier est dans la plupart des cas la solution imposée. En cas d'impossibilité, l'entreprise pourra proposer une autre solution au Coordonnateur SPS (échelle par exemple).

L'entreprise ayant posé l'escalier le laissera en place jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus besoin pour l'ensemble du chantier. Toutes les entreprises veilleront à ce que cet accès soient préservé pendant la durée des travaux. L'escalier devra être équipé de protections collectives (garde-corps, etc.).

Pour le gros œuvre, les accès peuvent se faire en phase élévations par le biais d'échelles provisoires si hauteur inférieure à 2.50m ou par tours d'escaliers évolutives, pour des hauteurs supérieures. Les escaliers définitifs pourront être posés à l'avancement du gros œuvre.

- Accès horizontaux

Le lot gros œuvre devra, au plus tôt et pour l'intervention des autres lots, une plate-forme en périphérie du bâtiment, plane, propre et compactée devant permettre à ces lots la mise en place de matériel d'élévation du personnel ou d'échafaudage.

Toutes les tranchées ouvertes devront être nettement délimitées, visiblement signalées, et protégées par l'entreprise responsable. Les zones de stockage seront à respecter afin de ne pas empiéter sur les voies de circulation.

- Travaux en élévation

Lorsque le personnel travaille ou circule en hauteur et ce, quel que soit la hauteur, en étant exposé à des risques de chute dans le vide, des protections collectives doivent être installées au niveau du plan de travail ou de circulation.

Ces protections collectives peuvent être constituées :

- de garde-corps fixes et rigides destinés à empêcher les chutes,
- de surfaces de recueil rigides telles que planchers ou auvents destinés à arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3m de chute libre,
- de surfaces de recueil souples telles que des filets (avec lisse haute), capables d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 6m en chute libre.

Les planchers d'échafaudages, quelle que soit leur hauteur, doivent être munis de garde-corps rigides. Dans le cas où des moyens de protection collective ne peuvent pas en gros être mis en œuvre de manière suffisante, et lorsque la durée prévue d'exécution des travaux n'excède pas une journée, des équipements de protection individuels contre les chutes adaptés (harnais + dispositifs de liaison et d'ancrage), doivent être mis à la disposition des travailleurs.

Des points d'ancrage sûrs et adaptés à la nature des travaux doivent être indiqués aux utilisateurs par le responsable d'entreprise. Ce dernier doit en outre veiller à l'utilisation effective de ces équipements, et surtout à leur formation quant à l'utilisation de ces dispositifs.

En cas de carence d'une entreprise pour la mise en place de protections collectives, ceci étant de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le Maître d'Œuvre fera mettre les protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Un garde-corps conforme comporte obligatoirement 3 éléments :

- une lisse à 1,00/1,10 m
- une sous-lisse à 0,50/0,55 m
- une plinthe à 0,15 m
- les lisses et supports devront être différenciés des matériels de coffrage (peinture 2 couleurs)

L'entreprise étudiera la possibilité de mettre en place une protection provisoire ne gênant pas la pose des éléments définitifs.

- solide, calée ou fixée
- treillis + garde-corps.

- Utilisation d'échafaudage

Concernant l'utilisation d'échafaudage, le GO devra obligatoirement définir avec tous ses sous-traitants, leurs besoins en surfaces, altitude et charges, ainsi que leurs périodes d'utilisation afin d'organiser la mise en commun, en accord avec le Coordonnateur SPS.

Avant d'utiliser un échafaudage, le responsable d'entreprise a pour obligation de vérifier sa conformité. Il devra être conçu en fonction du travail à exécuter et des risques d'accidents.

Les types et caractéristiques de mise en œuvre doivent être précisés dans le PPSPS des entreprises employant ce matériel.

Les échafaudages doivent être conçus, construits, entretoisés, contreventés et entretenus de manière à supporter les charges et les efforts auxquels ils sont soumis. Ils doivent reposer sur des sols ou des assises solides. Ils sont munis de garde-corps.

Aucun montage de quelque structure que ce soit, ne se fera sur la voie publique sans une autorisation et un arrêté des autorités municipales.

Lors du montage des échafaudages, la mise en place de plinthes sera obligatoire.

Le montage fera l'objet, à la fin, d'une réception avec PV de réception

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS, leurs besoins en surfaces, altitude et charges, ainsi que leur période d'utilisation, afin d'organiser la mise en commun d'échafaudage en accord avec le Coordonnateur SPS.

- Echelles, escabeaux

NI LES ECHELLES, NI LES ESCABEAUX NE PEUVENT ETRE UTILISES COMME POSTES DE TRAVAIL. Ils sont juste réservés à l'usage d'accès temporaires. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que le risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée, ne présentant pas un caractère répétitif.

- Les plateformes individuelles roulantes (PIRL)

De faible hauteur, ces plateformes sont destinées à être utilisées par un seul opérateur, pour des travaux accessibles à partir d'un plancher de travail situé à 2,50 m du sol au maximum. Elles sont légères et compactes en position repliée. Elles possèdent deux roues pour leur déplacement, non orientables et non porteuses en position d'utilisation.

Ces équipements de travail sont « auto stables » : ils offrent une **résistance au renversement** dans les conditions habituelles de travail sans qu'il soit besoin de recourir à un amarrage à la construction ou à un lestage. Cette résistance est assurée par des stabilisateurs faisant partie intégrante de la structure. Le **plan de travail** est sécurisé : **garde-corps** et protection côté accès. Ses dimensions peuvent varier de 0,40 m × 0,40 m pour les plus petites à 1,00 m × 1,50 m pour les plus grandes. Elles sont tout particulièrement adaptées aux travaux de second œuvre dans le BTP et aux travaux de nettoyage et d'entretien.

Selon les possibilités techniques et les hauteurs de travail les entreprises utiliseront :

- des nacelles élévatrices • des échafaudages
- des PIR / PIRL.

- Elévation des personnes

Il est demandé d'utiliser en priorité les moyens définitifs. L'utilisation des moyens de levage pour le transport et l'élévation de personnes autres que ceux qui ont été conçus à cet effet, est interdite sur le chantier. Les appareils utilisés, tels que les nacelles doivent être conformes et vérifiés, conduits par des salariés titulaires d'une autorisation de conduite délivrée par leur employeur après reconnaissance de leurs aptitudes médicale, théorique et pratique à la conduite.

La liste des personnes doit être tenue à jour sur le chantier par le responsable de l'entreprise. Elle sera communiquée au Coordonnateur SPS à sa demande.

- Equipement de protection individuelle contre les chutes

Il ne peut être utilisé que pour des travaux de courte durée (inférieure à une journée) et lorsque la mise en place d'une protection collective est impossible.

Il comprend :

- un harnais de sécurité conforme à la norme NF S 71-020
- un dispositif de liaison adapté
- un dispositif d'ancrage commode à utiliser.

Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993, ces équipements doivent être vérifiés depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation. L'entreprise fournira, sur demande, au Coordonnateur SPS les P.V. de vérification des matériels utilisés.

- Moyens de manutention

Les moyens de manutentions utilisés ainsi que les conditions particulières d'utilisation de ces matériels seront définis et sous la responsabilité de l'entreprise réalisant la manutention. Dans tous les cas, le coordonnateur SPS ainsi que l'OPC seront prévenus avant la manœuvre.

- Habilitations

Les conducteurs d'engins seront habilités par leur entreprise et pourront montrer leur titre d'habilitation à la moindre réquisition (apte médicalement).

L'entreprise doit obtenir de tous les services publics ou privés intéressés (Enedis, GRDF, Véolia, etc..), tous renseignements sur les installations diverses du site. Si les renseignements recueillis sont insuffisants ou douteux, d'autres investigations (sondages, vérifications, etc..) seront nécessaires.

La connaissance par l'entreprise du régime hydraulique de la zone intéressée par l'ouvrage à réaliser est essentielle pour prévoir correctement les conditions dans lesquelles devront s'effectuer les travaux. Cette connaissance est bien sûr indissociable de celle du sol, mais aussi de la position et la géométrie de l'ouvrage. La prise en compte de sous-pressions peut imposer le lestage d'un ouvrage.

Avant le démarrage des travaux les entreprises devront réaliser une analyse de risque.

8. Désamiantage / Déplombage

Désamiantage :

PDRE :

« En fonction de l'évaluation des risques, l'employeur établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage au moyen d'un téléservice, accessible sur internet par un compte utilisateur et mis en œuvre par le ministre chargé du travail, intitulé : " plateforme DEMAT @ MIANTE ".

Ce plan est établi pour le compte de l'employeur sur la plateforme DEMAT @ MIANTE par un référent ou toute personne titulaire d'un compte utilisateur, en fonction du périmètre du marché de travaux auxquels il correspond. Les données correspondant au référent ou au titulaire du compte utilisateur figurent au plan. Le plan précise également les données suivantes :

- 1° La localisation de la zone à traiter ;
- 2° Les quantités d'amiante manipulées ;
- 3° Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- 4° La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- 5° Le nombre de travailleurs impliqués ;
- 6° Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- 7° Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- 8° Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;
- 9° Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- 10° Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- 11° Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- 12° Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- 13° Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- 14° Les dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et à l'article R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu à l'article R. 4412-97-5 du présent code ;
- 15° Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- 16° Un bilan aérodynamique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- 17° La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier ainsi que la ou les personnes susceptibles d'être contactées sur le site de l'opération. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- 18° Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135 ;
- 19° Les mesures à fin de secours de personnes en cas de blessé léger ou nécessitant les secours extérieurs ;
- 20° Les mesures de repli des installations et de restitution du site de l'opération, en précisant le cas échéant les modalités de décontamination des outillages, matériels et matériaux.

Le ou les organismes certificateurs de l'entreprise concernée sont destinataires, au moyen de la plateforme DEMAT @ MIANTE, des informations mentionnées aux 19° et 20°.

La modification du marché de travaux ou des processus entraîne une modification du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage par le biais d'un avenant également établi et transmis au moyen de la plateforme DEMAT @ MIANTE. Toutes les autres évolutions du contenu de ce plan donnent lieu à une information établie et transmise au moyen de cette plateforme, dans les conditions de l'article R. 4412-138.

Conformément à l'article 2 du décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022, ces dispositions entrent en vigueur la 1^{er} février 2023. Se reporter aux conditions d'application prévues audit article. »

Mode Opératoire Sous section 4 :

En fonction des résultats de l'évaluation initiale des risques prévue à la sous-section 2, pour chaque processus mis en œuvre, l'employeur établit un mode opératoire précisant notamment :

- 1° La nature de l'intervention ;
- 2° Les matériaux concernés ;
- 3° La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;

- 4° Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
 - 5° Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
 - 6° Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
 - 7° Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
 - 8° Les procédures de gestion des déchets ;
 - 9° Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.
- Le mode opératoire est annexé au document unique d'évaluation des risques.

Déplombage :

La démarche de prévention contre l'exposition au plomb se résume en quatre points :

- Remplacer les produits contenant du plomb par des produits moins toxiques ;
- Mettre en évidence et caractériser l'exposition ;
- Empêcher l'inhalation de plomb (aérosols et poussières) ;
- Empêcher l'ingestion de plomb (mains, eau ou nourriture souillées).

Du point de vue technique, les principales mesures de prévention consistent à :

- Utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Ces dispositifs ont pour rôle d'une part d'éviter l'inhalation des poussières et fumées par les salariés et d'autre part d'éviter la pollution de l'atelier limitant ainsi les risques de contaminations par l'intermédiaire des mains ou des vêtements souillés ;
- Maintenir les locaux de travail dans un bon état de propreté ;
- Respecter des règles d'hygiène strictes.

Consignes à suivre pour toute intervention sur des peintures au plomb

- Utiliser des techniques produisant aussi peu de poussières que possible (pour le nettoyage, proscrire balais et aspirateurs ménagers).
- Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussière, préférer un nettoyage à l'humide).
- Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire).
- Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail.
- Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et se doucher en fin de poste.

Contrôle de l'exposition

Le Code du travail fixe pour le plomb et ses composés une valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) réglementaire contraignante de 0,1 mg/m³, à ne pas dépasser en moyenne sur 8 heures dans l'atmosphère des lieux de travail (article R. 4412-149). Le respect de cette valeur limite d'exposition professionnelle doit être considéré comme un objectif minimal de prévention. L'exposition des travailleurs doit être réduite au niveau le plus bas techniquement possible.

Les valeurs limites biologiques (VLB) réglementaires contraignantes à ne pas dépasser sont fixées à 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et à 300 µg/l de sang pour les femmes (article R. 4412-152).

Le contrôle du respect des valeurs limites réglementaires (VLEP et VLB) du plomb doit être réalisé par des laboratoires accrédités (selon les modalités prévues par deux arrêtés du 15 décembre 2009).

9. Zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales (SCALP et METAH)

Circulation Horizontale

Dans la mesure du possible, les circulations piétonnes du personnel chantier seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. En accord avec le CSPS et en fonction de l'encombrement du chantier une matérialisation physique pourra être mise en place dès le début des travaux.

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis à vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'organisation des manœuvres éventuelles est réalisée par une personne de l'entreprise concernée ayant reçue l'information et l'autorité, désignée, son nom figure sur le PPSPS et sur le registre du chantier.

Le sens de circulation est défini avec le plan d'accès inclus dans le PIC

SCALP : « Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles prendra en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation, pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage seront décrites sur le plan d'installation de chantier.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Des équipements nécessaires au transport vertical des personnes avec ou sans matériaux devront être installés et utilisés de manière à garantir la sécurité lors de l'accès à l'intérieur ou lors de l'évacuation vers l'extérieur.

Circulation verticale et travail en hauteur

L'utilisation d'échelles pourra être admise jusqu'à une hauteur < 2.50 mètres pour un usage ponctuel (comme accès uniquement). Le port de charges est interdit lors de son utilisation.

Pour les durées plus longues et au-delà de 2.50 mètres, l'entreprise devra utiliser des échafaudages ou des nacelles normalisés NF avec une méthodologie décrite dans son PPSPS.

METAH : « Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

Le matériel conforme à la réglementation sera prévu en fonction des tâches à réaliser, de leurs localisations, des matériaux mis en œuvre et du nombre d'intervenants.

Il est également nécessaire de prendre en compte les besoins liés à leur approvisionnement, leur mise en place, leur utilisation et leur évacuation :

- dimensionnement des accès et voies de circulation
- zone de stockage
- moyens de transport et de manutention
- emprise au sol
- résistance des appuis

Le dimensionnement et les capacités des plateformes et planchers de travail seront conformes à la réglementation en fonction :

- de la nature et de la quantité de matériel, matériaux ou déchets entreposés
- du nombre d'intervenants en simultané.

Seront également pris en compte les besoins spécifiques des différents corps d'état :

- mettre en œuvre une protection spécifique pour les travaux de couverture
 - positionner les différents niveaux d'intervention par rapport à l'ouvrage : altitude des planchers pour la pose des menuiseries par l'extérieur (à titre d'exemple, la plateforme sur mâts est adaptée au travail à niveau variable)
 - garde-corps complémentaires pour protection de la périphérie des balcons ou des ouvertures en façade (baies)
 - éloignement par rapport aux façades (isolation par l'extérieur)
-
- utilisation des moyens pour approvisionner les matériaux ou produits au poste de travail qui n'interfèrent pas avec les équipements « METAH ». Par exemple, la mise en place d'un monte matériaux, d'une potence ou d'une plateforme de transport accrochée à la structure d'un échafaudage de pied
 - travailler avec un éclairage artificiel
 - une protection spécifique liée aux travaux réalisés (ex. : parapluie, filet de sécurité, pare-gravois)

A noter que la priorité sera donnée aux protections collectives définitives intégrées à l'ouvrage (pour en faciliter sa maintenance ultérieure), mises en œuvre au cours du chantier.

Accès aux postes de travail en hauteur

Le Gros-œuvre (ou lot principal) prendra notamment en compte une répartition judicieuse des équipements définitifs ou provisoires choisis et la nécessité de déplacer ces derniers pour suivre l'avancement des travaux.

La pénibilité engendrée par la fréquence et la nature des efforts déployés pour accéder aux postes de travail sera prise en compte et le Gros-œuvre (ou lot principal) devra favoriser si besoin en était, le recours à des dispositifs mécanisés. Ainsi tous les besoins seront centralisés (mise en commun des moyens) et la logistique adéquate (échafaudages, tour d'accès, recettes, etc....) sera mise en place.

Nous insistons sur la mise en place de recettes pour l'approvisionnement des étages par les corps d'état ayant des matériaux et matériels lourds et encombrants à manutentionner.

Dans ce cas, les recettes seront aménagées afin que le risque de chute de personnes soit supprimé (mise en place par exemple, de barrières écluses)

Le Gros-œuvre (ou lot principal) **devra intégrer dans ses prestations la mise en place systématique de ces recettes partout où le besoin s'en fera sentir.**

10. Utilisation des engins de levage et de manutention

Avant intervention fournir un examen/constat d'adéquation (type d'engin, positionnement et plan d'installation)

Manutention manuelle des charges

Pour les manutentions ne pouvant être faites que manuellement, le personnel affecté à ces postes doit être formé aux gestes et postures, complété par l'utilisation de transpalettes, diables, chariots roulants, etc... Munis de roues à bandages caoutchouc afin de ne pas détériorer le revêtement de sol en période de finitions.

En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges de plus de 25 kg, sauf dispositions particulières à examiner avec le médecin du travail.

Les entreprises concernées par cette situation détailleront dans leur PPSPS leur mode opératoire pour ces phases de manutention

Chaque entreprise fait une évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle.

Moyen de levage et manutention

L'entreprise doit prévoir dans son PPSPS des moyens mécaniques de transport et de manutention adaptés selon la phase et le type du chantier. Les différents moyens collectifs de transport et de manutention peuvent être :

Pour le transport des charges uniquement :

- Grue à tour et recette(s) à matériaux,
- Monte-matériaux à plate-forme accessible,
- Portique ou pont roulant.

Pour le transport des personnes ou des charges :

- Plate-forme de transport,
- Ascenseur de chantier,
- Ascenseur définitif,
- Monte-charge définitif.

Consignes générales :

- Rapport de vérification et registre de sécurité détenus par chaque entreprise
- En cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, prévoir un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage (ou autres moyens)
- Les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel
- En cas de zones interdites, prévoir la mise en place d'auxiliaire de sécurité
- Vérification de fonctionnement de ces auxiliaires, appareil en charge.

Vérification des appareils de levage et élévateur de personnel :

L'ensemble des installations de levage des charges, du matériel TP, des engins devront faire l'objet d'une vérification, conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au Coordonnateur et à disposition de l'Inspecteur du travail, de la CARSAT et de OPPBTP.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou élévateurs de personnel devront être détenteurs d'une autorisation de conduite (CACES)

Les appareils de levage ne devront être utilisés que pour leur affectation appropriée.

Moyens de manutention propres aux entreprises

Les entreprises devront de façon hebdomadaire, au cours de la réunion de chantier, remettre leur planning de livraison et d'approvisionnement pour la semaine suivante

L'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférences avec les autres moyens de levage. La mise en place d'autres moyens de manutention, (treuils, consoles, etc.) , devra faire l'objet au préalable, d'une étude d'adaptation. Ces manutentions se feront sous la coordination de l'Entreprise titulaire.

Pour la manutention des matériaux lourds (Exemple : tuyaux béton d'un diamètre de 200, Mur préfabriqué) les accessoires de type élingues, chaines, fourches crochets, devront être adaptés au produit ; le fournisseur fournira les fiches techniques précisant le poids et les dimensions. L'entrepreneur choisira le meilleur compromis et informera son personnel de son utilisation (accrochage).

AUCUN PERSONNEL NE DEVRA EVOLUER DANS L'EMPRISE DES MANUTENTIONS ET SOUS LES CHARGES DEPLACÉES.

Accrochage sur l'ouvrage des moyens de levage / Charges admissibles sur l'ouvrage :

Une entreprise désirant installer un dispositif provisoire de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, devra dans le cadre de son marché de travaux, l'étude et la réalisation de l'ouvrage support et communiquera les charges admissibles de l'ouvrage considéré.

Agrément des projets d'installation de moyens de levage provisoires et procédures de mise en œuvre :

Les demandes d'installation de dispositif de levage, manutention ou accrochage seront transmises au maître d'œuvre et au Coordonnateur.

Après accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur sur le principe d'installation proposé, l'entreprise demandeuse devra faire effectuer à ses frais une note de calcul ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support par l'entreprise ayant réalisé cet ouvrage support.

Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support, l'entreprise demandeuse pourra mettre en place le dispositif projeté. Elle prendra à sa charge l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaire, l'enlèvement de son dispositif après usage, et les remises en état de l'ouvrage support.

11. Délimitation et aménagement des zones de stockage des différents matériaux

Aucun stockage de matériels ou matériaux n'est toléré hors de l'emprise mise à disposition par le Maître d'Ouvrage

Approvisionnement (respect du DHOL – Reco 476 cf Annexe 6)

Le chef d'entreprise a pour obligation de définir par écrit dans le PPSPS, les détails dans son mode opératoire pour l'organisation de ses matériels et matériaux, le(s) moment (s) de son(ses) intervention(s) et le délai.

- L'entreprise doit être présente sur le chantier lors de chaque approvisionnement provenant d'un fournisseur.
- Le transporteur / fournisseur est accueilli par l'entreprise, il possède le véhicule en adéquation avec la voirie sur laquelle il se déplace

- Le déchargement de matériels ou matériaux sans l'entreprise est interdit (en cas d'absence de l'entreprise, le transporteur repart avec son chargement.)
- L'approvisionnement dans les différentes zones du chantier se fait par chariot élévateur approprié, grue. Les déplacements se font dans l'enceinte du chantier.
- L'approvisionnement se fait sur des zones nettoyées et stables.
- Les fardeaux sont palettisés pour un stockage ordonné et une meilleure reprise des matériaux ou matériels.
- Les élingues sont appropriées aux charges avec sertissages homologués, estampillés à la charge admissible, il en est de même pour les crochets
- Le chef de manœuvre veille au respect de qualité des élingues et au bon positionnement des élingues en fonction des indications du fournisseur.

Zones de stockages des différents matériaux

Les zones de stockages figureront sur le PIC. Elles ne peuvent être aménagées sur des zones où des travaux sont prévus, sauf à y stocker des matériaux utilisés dans la journée pour la réalisation des dits travaux.

Les stockages d'une entreprise ne doivent pas gêner :

- La circulation des autres entreprises
- Les tâches des autres entreprises
- Amener des risques particuliers.

Zone de stockage des matériaux ou substances dangereuses

Le stockage de matières ou substances dangereuses sur le chantier devra être le plus limité possible.

L'entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS la nature des produits dangereux qui seront utilisés et joindre les fiches de données sécurité du fournisseur (Produits inflammables, produits chimiques, peintures / résines : à prévoir à l'extérieur du bâtiment ou en local ventilé). La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage de matières dangereuses seront définis par l'entrepreneur après concertation avec le Maître d'œuvre de réalisation et le coordonnateur sécurité ou seront imposés par ceux-ci.

12. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets ou des décombres

Chaque entreprise doit procéder au démontage et au compactage de ses emballages et colisages. Chaque entreprise nettoiera quotidiennement ses zones de travaux et acheminera l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes.

Tris des déchets Bennes :

Application du tri des déchets suivants lois et décrets, arrêtés préfectoraux

Pour l'élimination des matériaux conséquents :

- Gravois, minéraux
- Éléments de bois
- Éléments autres, encombrants.

Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit

Une aire d'attente d'enlèvement est prévue ainsi que des bennes.

Le coordonnateur donne son accord sur la position exacte en période de préparation.

La benne est vidée dès que nécessaire.

Le transport à la décharge fait l'objet d'un bordereau dont un double est répertorié sur le registre de sécurité du chantier.

La zone de stockage des déchets est nettoyée au moins hebdomadairement et à la demande du MO, MOE, CSPS

En cas de météo prévoyant de forts vents, aucun élément pouvant s'envoler ne doit rester à l'extérieur un filet de protection sur les bennes et les camions est obligatoire.

13. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Les entreprises concernées par l'utilisation de produits dangereux, indiquent, dans leur PPSPS les moyens de prévention à prendre pour manipuler, transporter ces matériaux et devra en aviser le Coordonnateur SPS pour programmer l'évacuation et permettre le contrôle de cette évacuation par rapport à la nature des produits.

14. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Chaque entreprise ou intervenant doit s'assurer de :

- La bonne mise en place des protections
- Leur bon état
- Leur conformité
- Signaler au coordonnateur SPS tout défaut de protection
- Maintenir les protections collectives
- Intervenir immédiatement à la demande du coordonnateur SPS pour remettre en état ou compléter des protections.

En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement d'une protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le coordonnateur demande la mise en place de ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante, en accord avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre est également à la charge du défaillant

Par défaut de protocole (Intégrées ou interentreprise) : l'entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace et en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux.

Suivant l'avancement du chantier, la maintenance des protections collectives sera assurée jour après jour par le corps d'état le plus concerné.

Mesures particulières propres au travail en hauteur :

Lorsque le personnel travaille ou circule en hauteur et ce, quel que soit la hauteur, en étant exposé à des risques de chute dans le vide, des protections collectives doivent être installées au niveau du plan de travail ou de circulation.

Ces protections collectives peuvent être constituées :

- De garde-corps fixes et rigides destinés à empêcher les chutes,
- De surfaces de recueil rigides telles que planchers ou auvents destinés à arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3m de chute libre,
- De surfaces de recueil souples telles que des filets, capables d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 6m en chute libre.

Les planchers d'échafaudages, quelle que soit leur hauteur, doivent être munis de garde-corps rigides. Dans le cas où des moyens de protection collective ne peuvent pas être mis en œuvre de manière suffisante et lorsque la durée prévue d'exécution des travaux n'excède pas une journée, des équipements de protection individuels

adaptés contre les chutes (harnais + dispositifs de liaison et d'ancrage), doivent être mis à la disposition des travailleurs.

Des points d'ancrage sûrs et adaptés à la nature des travaux doivent être indiqués aux utilisateurs par le responsable d'entreprise. Ce dernier doit en outre veiller à l'utilisation effective de ces équipements, et surtout à leur formation quant à l'utilisation de ces dispositifs.

En cas de carence d'une entreprise pour la mise en place de protections collectives, étant de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le Maître d'Œuvre fera mettre les protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Un garde-corps conforme comporte obligatoirement 3 éléments :

- Une lisse haute à 1,00/1,10 m
- Une lisse intermédiaire à 0,50/0,55 m
- Une lisse basse/plinthe à 0,15 m
- Les lisses et supports devront être différenciés des matériels de coffrage (peinture 2 couleurs)

L'entreprise étudiera la possibilité de mettre en place une protection provisoire ne gênant pas la pose des éléments définitifs :

- Solide, calée ou fixée
- Treillis + garde-corps.

Installation électrique générale :

Les installations électriques provisoires de chantier doivent être conçues et réalisées conformément à la réglementation. Elles feront l'objet de vérifications réglementaires par un organisme de contrôle (avant mise en service et périodiquement). Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition du coordonnateur sécurité sur le chantier.

L'alimentation générale du chantier et des zones de cantonnement sera fournie par le maître d'ouvrage en fonction de la puissance demandée. Les besoins en énergie par lot, seront à fournir au maître d'œuvre.

Les coffrets de prises de courant de chantier seront montés sur pied. Ils seront équipés de prises de courant de 220 volts en nombre suffisant. Ces coffrets doivent conserver, après ouverture de la porte, un degré de protection IP 2X minimum (plastron en face avant).

Ils seront munis d'un bouton d'arrêt d'urgence facilement accessible.

15. Equipements de protections individuelles

Dans le cas exceptionnels où les moyens de protection collective ne peuvent être mis en œuvre de manière satisfaisante, des Equipements de Protection Individuelle et des produits de protection appropriés (tels que harnais et systèmes d'arrêt de chute) doivent être utilisés dans les conditions prévues par le décret du 8 janvier 1965 modifié et par les autres dispositions du Code du Travail.

L'entreprise veillera à ce que son personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle adaptés à son activité et à l'environnement.

Les chefs d'entreprise doivent veiller à l'approvisionnement et à l'utilisation effective des équipements de protection individuelle et des produits de protection. (Casques, lunettes pour le meulage d'acier, équipements chaussants, vêtements spécifiques, gants, brassières, tabliers, enduits aptes à s'opposer à l'action du ciment, mesures d'hygiène spécifiques pour travail sur réseaux EU et branchements ...)

Les Equipements de Protection Individuelle doivent être toujours en état d'utilisation immédiate y compris pour les travailleurs intérimaires.

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS la liste des protections nécessaires suivant leurs travaux.

Nous demanderons à tous les travailleurs d'avoir au minimum et de manière obligatoire :

- Un gilet de visualisation avec bandes réfléchissantes (lors des terrassements)
- Un casque, des chaussures ou bottes de sécurité
- Un harnais de sécurité* pour certains travaux en hauteur, surtout pour la mise en place des protections collectives (le port du harnais sera subordonné à une formation adaptée).
- Des lunettes, masques, protections auditives et gants.

**Remarque :* Le harnais de sécurité ne doit être utilisé que pour des tâches ponctuelles, de courte durée et non répétitive. Cette mesure de protection individuelle ne doit être utilisée uniquement s'il est impossible techniquement de mettre en œuvre une protection collective. Dans tous les cas, son utilisation devra faire l'objet d'un additif au PPSPS.

16. Protections contre les risques incendies

Prévention incendie

Chaque entrepreneur est tenu de respecter les règles de stockage et de mise en œuvre des produits inflammables (carburants, produits bitumineux, peintures, résines...).

Des extincteurs, en nombre suffisant et d'un type approprié, doivent être placés notamment sur la zone de production, zone de travail (étincelles), dans les cantonnements et sur les aires de stockage.

Les véhicules et engins devront être équipés d'extincteurs en nombre suffisant, de type et de capacité appropriés aux différents risques.

Les extincteurs doivent être vérifiés annuellement par un organisme agréé à la diligence des entrepreneurs.

Les entreprises formeront leur personnel sur les moyens de lutter contre l'incendie et sur le maniement des extincteurs.

Tous les travaux générant un risque incendie même les travaux de meulage devront être pris en compte dans le PPSPS et chaque poste de travail devra être munis d'un extincteur

Permis de feu

Les travaux de découpe, de soudure ne peuvent être entrepris qu'après l'établissement d'un PERMIS de FEU par le Maître d'Ouvrage.

17. Mesures prises en matière d'interaction sur le site

Les travaux nécessitant des postes de travail superposés dans un même volume sont interdits, sauf si un dispositif de protection à proposer au Coordonnateur SPS, assure la sécurité du travail en superposition.

Les travaux devront d'une manière générale être organisés pour éviter les interférences susceptibles de créer des situations de danger.

Chaque entreprise devra utiliser ses propres moyens d'intervention, exception faite des échafaudages mis en commun en façade et des moyens de levage.

L'utilisation de produits explosifs pour les terrassements est interdite.

Les entreprises veilleront à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux. Les dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousse de polyuréthane) seront inscrits dans le PPSPS des entreprises générant ces risques.

Les travaux générateurs de nuisances, et sources de pénibilité intense (bruits, émanations de gaz ou de poussières) seront accompagnés de solutions de protections collectives et non individuelles.

Dispositions prises afin d'interdire les travaux superposés :

Des dispositions seront prises afin de limiter au maximum les travaux superposés et notamment :

- Programme des travaux
- Réservation de surfaces
- Planning
- Consignation des zones de mise en œuvre
- Travaux extérieurs en façade ou en toitures :
 - Étaielement
 - Nacelles
 - Grue automotrice

Ces dispositions sont prises en cours de chantier lors des réunions hebdomadaires de chantier et de coordination suivant le planning d'exécution (et l'évolution du chantier.)

Dispositions de nature à éviter les coactivités de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique :

Le Coordonnateur SPS participera aux réunions de coordination technique et de pilotage pour traiter les problèmes de coactivité. Ces questions seront traitées en début de réunion.

Suite à l'analyse des PPSPS et lors de travaux spécifiques des dispositions sont prises et notamment :

- Décalage des travaux
- Phasage des travaux par zone.

18. Particularités du chantier

Généralités

L'analyse des contraintes liées à l'environnement devra notamment prendre en compte :

- Les contraintes de voirie particulières (circulation, zones de chargement et de déchargement...),
- Des contraintes liées à la présence de réseaux

Installation de chantier/Barrières (circulation, passage de piétons)

- Fournir plan d'installation ;
- Toutes les barrières devront être contreventées et liées entre elles
- Installer panneaux de chantier

Circulation, passage de piétons

- Prévoir balisage en amont et en aval de l'accès
- Nettoyage constant de la chaussée
- Prévoir homme de manœuvre lors de livraison

Installations électrique présente sur site :

Avant toutes interventions, l'entreprise fournira au CSPS :

- Un PV de consignation des réseaux.

Risques liés aux travaux de démolition

- Avant intervention balisage de la zone d'intervention ;
- Fournir mode opératoire (d'accès et de sécurité) ;
- Sécurisation des gaines techniques des conduits de cheminée ;
- Mettre en place un moyen de lutte contre les poussières (aspiration à la source, brumisation etc...)
- Après intervention nettoyage et évacuation des gravats journalièrement

Amiante :

- Fournir Modes opératoires et ou PDRE

IV. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A L'INTERIEUR DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Obligations de l'Entreprise utilisatrice ainsi que celle des Entreprises extérieures d'appliquer :

- Soit le décret du 20 février 1992 pour une entreprise extérieure
- Soit le décret du 26 décembre 1994 pour plusieurs entreprises,

Déoulant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

V. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

1. Base de vie

Voir Chapitre II / paragraphe 6

2. Règles générales de nettoyage du chantier

Le nettoyage du chantier doit être réalisé au jour le jour par chaque entreprise pour permettre le travail dans un environnement convenable. Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entreprise devra prendre ses dispositions à cet égard.

Chaque entreprise devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux à quelque endroit que ce soit, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

3. Nettoyage des véhicules sortant du chantier

Aucun engin ou véhicule ne devra quitter le chantier tant que son état de propreté comportera un risque de souillure des chaussées. Le nettoyage de la chaussée devra être effectué chaque jour (A la charge de l'entreprise de GO).

4. Mesure de sauvegarde

Au cas où il est constaté qu'une entreprise n'effectue pas le nettoyage qui lui incombe, notamment lors de son départ, le Maître d'œuvre fera procéder sans avis préalable et aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage de la zone

5. Alimentation électrique

Les installations électriques de chantiers devront être conformes au décret du 14 Novembre 1988. Elles seront réalisées suivant le schéma TT (neutre à la terre).

Les réseaux devront être parfaitement protégés, toutes les prises de courant seront reliées au circuit terre et protégées par des dispositifs différentiels haute sensibilité (30mA). L'utilisation de ces installations sera rigoureusement définie et contrôlée.

Les prises et fiches domestiques sont interdites.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera obligatoirement :

- Ou de classe III TBT (tension nominale inférieure à 50 volts).
- Ou de classe II à double isolation,
- Les extrémités de câbles devront posséder une isolation à l'endroit de jonction aux appareils.

L'installation électrique du chantier comprendra :

- Les installations électriques nécessaires aux moyens de levage ;
- Les installations électriques des cheminements du personnel sur le chantier ;
- Les installations électriques nécessaires au besoin du chantier et notamment les coffrets de chantier. Ceux-ci seront conformes à la norme NF C 15 100 seront à double parois IP 447, fermés à clé, munis d'un interrupteur coup de poing et montage sur pied ;
- Les installations électriques nécessaires au cantonnement et des locaux mis à la disposition du maître d'œuvre (bureaux, salle de réunion) ;

L'ensemble des installations sera exécuté par du personnel habilité.

Tout le matériel devra être conforme aux règlements et normes en vigueur tant pour le fonctionnement de l'outillage courant, que pour les moyens portatifs d'éclairage.

Le raccordement d'appareils de forte puissance tels que postes de soudure, monte matériaux incombera à l'entreprise qui en aura l'usage. *De manière générale un permis feu est obligatoire.*

Le nombre d'armoire sera calculé de façon qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25m.

Installation électrique provisoire pour l'éclairage de chantier

Éclairage normal

Il doit permettre :

- Le déplacement du personnel et des charges sans risque de chutes de plain-pied ou de hauteur, ni heurts des travailleurs et des charges avec des obstacles fixes ou mobiles ;
- Le fonctionnement correct des postes de travail, sans fatigue visuelle anormale des travailleurs, génératrice d'erreurs, de fausses manœuvres, de travail mal fait ;
- La surveillance d'ensemble et de détail du chantier.

Éclairage de sécurité

Il doit permettre, en cas de défaillance de l'éclairage normal, l'évacuation du personnel et l'exercice des missions de sécurité.

Les deux types d'éclairage doivent pallier le risque électrique dû à la présence et au fonctionnement des installations électriques d'éclairage (électrification).

Eclairage de chantier de nuit

Dans le cas de travaux nocturnes autorisés, les entreprises effectuant ces travaux auront à charge l'éclairage du chantier par des moyens appropriés qu'elles définiront dans leur PPSPS. Elles veilleront à ce que ces moyens ne créent pas de risques d'éblouissement aux personnes empruntant les voies publiques à proximité.

VI. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser la prise en charge avant l'arrivée des secouristes extérieurs.

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours.

L'accueil des secours médicaux spécialisés, devra être réalisé dès l'entrée du chantier, afin de faciliter le déroulement des opérations.

1. Matériel de secours

Il est obligatoire pour chaque entreprise de tenir sur le chantier une boîte de 1^{er} secours contenant les produits adaptés aux risques encourus par les travaux.

2. Secouriste

Les entreprises doivent disposer d'un secouriste du travail par tranche de 20 salariés (Code du Travail) ou 1 secouriste par équipe (recommandation CNAM). Les secouristes seront équipés d'une trousse de secours complète. Il est nécessaire d'envisager un moyen permettant d'identifier rapidement les personnes secouristes du travail (autocollant sur le casque ou badge).

Le PPSPS de chaque entreprise doit indiquer le nombre de secouristes prévus pour intervenir sur le chantier, la date de leur formation et de leur recyclage.

3. Information des incidents ou accidents

Il y a lieu d'informer sans délai de tout incident ou accident :

- L'entreprise intéressée (celle de la victime),
- Le Coordonnateur SPS,
- Le Maître d'Œuvre,
- Le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise intéressée préviendra de son côté en cas d'accident grave :

- L'Inspection du Travail,
- La CARSAT,
- L'OPPBTP.

VII. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

L'ensemble des intervenants devra coopérer dans le cadre de l'organisation du travail et de l'agencement du chantier, dans le but d'éviter, les situations de double emploi des matériels de chantier et de faciliter la réalisation particulière de dispositifs communs à plusieurs entreprises servant à assurer la sécurité des salariés.

1. Formation à la sécurité

Le chef de chantier de l'entreprise doit, conformément à la réglementation en vigueur, s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une formation à la sécurité :

- Attitude vis à vis du danger,
- Attitude vis à vis d'un incident
- Attitude vis à vis d'un accident

De même, l'entrepreneur doit, conformément à la réglementation en vigueur, faire appliquer les principes généraux de la prévention (Article L 4121-2 du Code du Travail ci avant rappelés) et notamment, donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Il doit s'assurer que chaque opérateur est bien informé du poste de travail confié et des consignes qui s'y rapportent.

A partir du PGC : présentation des risques particuliers des conditions de circulation extérieure et intérieure au chantier, de la sécurité applicable lors de l'exécution des travaux, des consignes de sécurité particulières, explication du mode opératoire suivi de mesures de prévention qui ont été définies pour chaque tâche dans le PPSPS de chaque intervenant (traitant et sous-traitant ayant reçu l'agrément).

2. Utilisation du personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Que la personne soit apte à effectuer le travail auquel elle est destinée ;
- Que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré ;
- Que l'intéressé est en règle (carte de travail, carte de séjour) ;
- Que le personnel a reçu la formation sécurité ;

L'entreprise utilisatrice de personnel intérimaire doit assurer son accueil sur le chantier :

- Organiser une visite des locaux (vestiaire, restauration, sanitaires...).
- Expliquer les conditions de circulation : véhicules et engins, chemins d'accès, issues et dégagements de secours, instructions d'évacuation.
- Présenter le poste de travail.
- Expliquer les consignes de sécurité associées aux risques identifiés (comportements et gestes les plus sûrs, consignes de sécurité...).
- Remettre les équipements de protection individuelle spécifiques au poste de travail

- Fournir les indications sur la conduite à tenir en cas de situation à risque ou d'accident.

3. Sous-traitance

Dans le cas où l'entrepreneur sous traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi qu'un exemplaire de son propre PPSPS et si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale à retenir et pouvant avoir un incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, pour établir son PPSPS (8 jours pour les travaux de second œuvre).

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

4. Artisans

Les entreprises désirant sous-traiter des travaux à des artisans devront signifier à ceux-ci qu'ils auront à établir un PPSPS dans les mêmes dispositions que les sous-traitants

5. Travailleurs indépendants et locatier

Les travailleurs indépendants devront se conformer aux prescriptions des décrets 95 607 et 95 608 du 6 Mai 1995, en particulier

- Respect du PGC et des additifs de mise à jour
- Respect des principes généraux de prévention énumérés à l'article L 4121-2 du Code du Travail

VIII. DIUO

Les entreprises fourniront leurs DOE à la fin du chantier :

- il devra comporter l'ensemble des fiches techniques de matériaux et matériels mis en place sur le chantier ;
- Les fiches de sécurités ;
- Les fiches d'entretiens (avec date de contrôle et de nettoyage) ;
- Plan de positionnement des gardes corps ou ligne de vie.

ANNEXES

ANNEXE 1 FORMATION A LA SECURITE DU PERSONNEL

VOS OBLIGATIONS

Instruction pour la mise en application du décret du 20 Mars 1979 sur la formation à la sécurité.

PERSONNEL CONCERNE	OBJET DE LA FORMATION
1- Nouveaux embauchés, intérimaires. 2- Personnel changeant de poste de travail. 3- Personnel de retour d'arrêt de travail de plus de 21 jours sur demande du médecin du travail.	1- Informer des voies de circulation sur le chantier. 2- Informer de la sécurité au poste de travail. 3- Conduite à tenir en cas d'accident.

MISSIONS DU RESPONSABLE DE CHANTIER
<ul style="list-style-type: none"> Faire remettre l'équipement individuel Faire prendre connaissance du règlement intérieur Remettre un exemplaire des consignes générales de sécurité Présenter le chantier dans son ensemble (l'accueil) Présenter le chef d'équipe dont dépend l'ouvrier Conduite à tenir en cas d'accident

MISSION DU CHEF D'EQUIPE
<ul style="list-style-type: none"> Expliquer les risques de l'environnement de travail : chutes, survol de grue, moyens de préventions, forages ouverts ... Travail à exécuter au sein de l'équipe et les risques inhérents à ce travail (mode opératoire). Remettre à l'intéressé les cartes de sécurité de l'OPPBTP. Conduite à tenir en cas d'accident.

CONSIGNER SUR LE REGISTRE D'OBSERVATIONS QUE LE PERSONNEL A ETE INSTRUIT AVEC NOM ET SIGNATURE DE L'INSTRUCTEUR.

ANNEXE 2 CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT ET/OU D'INCENDIE

CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT
Décret n° 79 228 du 20 Mars 1979

PROTEGER / ALERTER / SECOURIR
REFLECHIR AVANT D'AGIR

A REMPLIR PAR L'ENTREPRISE PRINCIPALE AVANT TOUT DEMARRAGE DES TRAVAUX.
Et l'afficher dans le bureau du conducteur de travaux

POUR EVITER L'AGGRAVATION DE LA SITUATION :

PROTEGER

- Soi-même
- La ou les victimes
- Les autres

Ex : Signaler, baliser, couper le courant... Laisser quelqu'un auprès du ou des blessés

PREVENIR OU FAIRE PREVENIR

- Le chef de chantier
- Les secouristes sur place

Mais ne pas tarder à **ALERTER LES SECOURS**

1- Téléphoner toujours au **18** en précisant :

- Le nom du chantier le lieu de l'accident
- La nature de l'accident : chute, écrasement, électrisation, asphyxie, noyade, etc...

2 Fixer un point de rendez-vous :

- Envoyer quelqu'un au portail principal du lieu de l'opération pour guider les secours.

SECOURIR

En attendant l'arrivée des secours, ne pas déplacer le ou les blessés sauf danger imminent, réconforter la ou les victimes, couvrir le ou les blessés, ne pas donner à boire.

RAPPEL

En cas d'accident (*), le chef d'entreprise ou son représentant a l'obligation de prévenir immédiatement par téléphone :

- La police
- Le maître d'œuvre
- Le Coordonnateur sécurité

et sans oublier d'en informer également les organismes suivants :

- Inspection du travail
- CARSAT
- OPPBTP
- Médecine du Travail

(*) ACCIDENT GRAVE :

- Ayant entraîné la mort OU
- Paraissant devoir entraîner une incapacité permanente OU
- Ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu être évitées.

CONDUITE A TENIR EN CAS D'INCENDIE

TOUT TEMOIN D'UN DEBUT D'INCENDIE DOIT :

- ATTAQUER LE FEU avec les extincteurs appropriés disponibles sur place.
- FAIRE PREVENIR LES SECOURS EXTERIEURS (sapeurs-pompiers) en composant à partir du téléphone le plus proche, le **18 ou 112 (portable)**
- INDIQUER le lieu du chantier
- PRECISER : la nature du feu : feu dans une armoire électrique, feu dans un bungalow, feu de véhicule etc.
- Le nombre, l'état et la position des blessés s'il y en a
- Attendre les secours à l'entrée du chantier

NE PAS RACCROCHER LE TELEPHONE LE PREMIER

**DESIGNER UNE PERSONNE QUI SE RENDRA A L'ENTREE DU CHANTIER et attendra les secours pour les guider
jusque sur les lieux de l'incendie.**

ANNEXE 3 INSTALLATIONS DE CHANTIER REGLEMENTAIRES

Installations d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Observations	Code du travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Tous les locaux		x	x	Aérés, éclairés et chauffés tenus en état de propreté permanent	L. 4221-1
			x	<ol style="list-style-type: none"> 1. Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins 2. Pour un chantier de travaux souterrains, le local vestiaire doit se trouver au jour 3. Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution. Il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté 	D.8/01/65 Art .187 et 188
Local Vestiaire	Armoire vestiaires	x	x	Ininflammables, à 2 compartiments Dans les établissements employant un personnel mixte, les installations seront séparées (hommes femmes)	D.8/01/65 Art .187 R. 4228-6
			x	Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	D.8/01/65 Art .187
	Sièges	x	x	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	D.8/01/65 Art .187 R. 4228-6
Local réfectoire (Dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Tables et chaises	x	x	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	D.8/01/65 Art .190
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	x	x	Chauffe- gamelle, cuisinière ou micro-ondes, avec consignes d'utilisation	D.8/01/65 Art .190
	Eau potable fraîche et chaude	x	x	Un robinet pour 10 usagers (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)	R. 4228-22 R. 4228-23
	Garde-manger ou réfrigérateur	x	x	Réfrigérateur conseillé	D.8/01/65 Art .190
Eau potable	Pour la boisson	x	x	Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par compagnons	D.8/01/65 Art .191
Sanitaires	Lavabos	x	x	Lavabos, 1 au moins pour 10 compagnons	R. 4228-7
	Eau pour se laver	x	x	Eau courante à température réglable	R. 4228-7
			x	<ol style="list-style-type: none"> 1. Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante 2. Si possible, l'eau doit être à température réglable 	D.8/01/65 Art .189
	Moyens de nettoyage, séchage	x	x	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés	D.8/01/65 Art .189 R. 4228-7
Cabinets d'aisance		x	x	<ul style="list-style-type: none"> • Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygiénique • Un cabinet au moins avec poste d'eau 	D.8/01/65 Art .192 R 4228-10 à 4228-15
Douches		x	x	Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets	R 4228-8

ANNEXE 4 PPSPS TYPE

Disponible sous forme de fichier informatique sur demande

Composition du PPSPS :		
Renseignements Généraux	Entreprise :	Nom et adresse
	Nature des travaux à réaliser :	Désignation du chantier, nature du (ou des) lot(s) confiés à l'entreprise et description sommaire
	Le Personnel :	Nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux, évolution prévisible de l'effectif avec dates d'intervention et leurs habilitations
	Sous-traitant :	Nom et coordonnées des entreprises sous-traitantes connues
Secours	<p><i>Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades.</i></p> <p>Nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours.</p> <p>Mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite.</p>	
Hygiène	<p><i>Mesures prises pour améliorer l'hygiène des personnes et la mise à disposition des locaux destinés au personnel conformément aux indications du PGC SPS ;</i></p> <p>Pour chacune des installations, le PP SPS précise leur emplacement sur le chantier et la date de leur mise en service prévisible.</p>	
Mesures de prévention	<p>Le PPSPS n'est pas un document administratif destiné à satisfaire les organismes de prévention, mais un document de travail opérationnel.</p> <p>Il prévoit bien en amont l'organisation du travail qui évite les risques ou les prévient. Répondant à ces objectifs, le PPSPS doit être directement exploitable par les opérateurs sur chantier.</p> <p>Les unités appréhendées par les opérateurs se déclinent en termes de tâches qui leur sont confiées au jour le jour, et d'équipes fonctionnelles liées à ces tâches.</p> <p><i>Le PP SPS mentionne, en les distinguant, les mesures prises pour prévenir les risques :</i></p>	
	<p><i>Générés par l'activité des autres entreprises, le chantier ou son environnement</i> (en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation dangereuses) ;</p>	<p><i>Générés par l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants et sur ses salariés</i></p>

ANNEXE 5 DHOL : Document Harmonisé des Organisations de Livraison

Préambule

**LES OPERATIONS DE LIVRAISON EFFECTUEES POUR LE COMPTE DE DIVERS CORPS
D'ETAT EXPOSENT LES DIFFERENTS SALAIRES CONCERNES (LIVREURS, RECEPTIONNAIRES ET AUTRES ACTEURS
PRESENTS) A DES RISQUES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL POUVANT ETRE GRAVES**

Dans ces opérations, les manutentions peuvent être effectuées à l'aide d'équipements de levage et de manutention propres au fournisseur (ou livreur) ou au client (entreprise du BTP).

L'opération de livraison ne comporte pas d'opérations de pose des matériaux aux emplacements définitifs sur l'ouvrage à construire.

La participation à l'acte de construire est en effet soumise à la réglementation spécifique aux chantiers de construction. Elle n'est pas visée par cette recommandation.

Les opérations de livraison peuvent être confiées par le fournisseur à un transporteur. Celui-ci effectuera la livraison sur le chantier sans avoir de relation contractuelle avec le client (entreprise du BTP). Le présent texte prendra ce cas en compte dans les mesures préconisées.

Champ d'application

En complément des textes réglementaires en vigueur, il est recommandé aux employeurs relevant des Comités techniques nationaux des industries de la métallurgie (CTN A), du bâtiment et des travaux publics (CTN B), du transport et manutention etc. (CTN C), du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et peaux, des pierres et terres à feu (CTN F), et des Commerces non alimentaires (CTN G), dont tout ou partie du personnel relève du régime général de la Sécurité Sociale et qui interviennent, même à titre occasionnel et secondaire, sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics, de mettre en œuvre les mesures de prévention énoncées dans ce document.

La recommandation vise les entreprises qui commandent ou livrent des matériels, matériaux, éléments et autres produits de construction sur les chantiers du BTP pour les activités suivantes :

- Métallurgie
- Industrie du Bâtiment et des Travaux Publics
- Transport et manutention
- Des pierres et terres à feu (PTF)
- Du bois et de l'ameublement
- Commerces non alimentaires

A partir du 1er janvier 2019, le DHOL, jusqu'alors réservé aux chantiers les plus importants, dits de niveau 1, pourra être appliqué à tous les chantiers.

Ce texte ne s'applique qu'aux chantiers clos et indépendants. Il exclut donc les livraisons réalisées sur le domaine public qui nécessitent des mesures particulières.

Pour les chantiers soumis à coordination de sécurité et protection de la santé, ce texte propose des mesures s'inscrivant dans le dispositif de coordination (PGC, PPSPS, ...).

Pour les chantiers non soumis à coordination de sécurité et protection de la santé, seules quelques mesures essentielles de cette recommandation sont préconisées aux entreprises.

Pour les chantiers non clos et non indépendants, les opérations de livraisons réalisées dans une entreprise utilisatrice par une entreprise extérieure (ou intervenante) sont soumises à protocole de sécurité

Objet de la recommandation

Cette recommandation a pour objet de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de construction sur ces chantiers.

Les risques ou les situations dangereuses peuvent être liés à :

- L'environnement du chantier
- Le travail en hauteur
- La coactivité
- La circulation sur le chantier
- Le stationnement des véhicules de livraison
- Le levage et la manutention
- Le stockage

Mesures de prévention

Adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations

En phase de conception de chantier, des voiries d'accès stabilisées exemptes d'obstacles et des zones de stationnement pour les véhicules de livraison doivent être prévues par le maître d'ouvrages et à sa charge. C'est également le cas pour leur entretien, leur maintien en l'état ainsi que le changement de zone de stockage ou de voiries.

Le maître d'ouvrage (ou son CSPS) et/ou le maître d'œuvre procèdent à une évaluation du risque prenant en compte les gabarits des véhicules de transport ou de livraison et l'évolution de l'appareil de levage et de sa charge pour empêcher toute activité dans les zones de déchargement. Ils doivent définir les circulations, sur le plan d'installation du chantier le cas échéant. Il prendra en compte les risques de collision entre les véhicules et le personnel circulant au sol.

Dans les zones de déchargement, des équipements adaptés peuvent permettre d'avoir accès en sécurité au chargement (quais de déchargement, plate-forme individuelle roulante...).

Dans le cas de chantier intégré dans une opération plus importante (ZAC par exemple), c'est l'opérateur (aménageur, maître d'ouvrages ou promoteur) qui réalise l'étude de circulation.

- Les cheminements et les zones de stationnement sont situés si possible à plus de 50 m de toute ligne électrique aérienne. Le maître d'ouvrages en tient compte dans sa déclaration de travaux. Dans le cas contraire, il procédera à une évaluation du risque prenant en compte le gabarit du véhicule et de l'évolution de l'appareil de levage et de sa charge pour empêcher toute activité dans les zones définies réglementairement (*3 mètres pour les conducteurs nus sous tension dont la tension est inférieure à 50.000 volts ou 5 mètres pour les tensions supérieures*).
- Le client (entreprise du BTP) s'assure que les voiries permettent d'effectuer les livraisons en sécurité. Il demande au maître d'ouvrage (ou son CSPS) ou au maître d'œuvre, le cas échéant, de prendre les mesures complémentaires.

Les mesures propres aux équipements doivent être prises en compte :

- Les véhicules de livraison doivent être adaptés aux produits transportés, en respectant notamment les caractéristiques suivantes :
 - PTAC (poids total autorisé en charge).
 - Gabarit compatible avec les voies de circulation présentes sur le chantier.
 - Aménagement facilitant l'accès et la descente au plateau du véhicule, si nécessaire.
- Les appareils de levage et accessoires mis en œuvre dans les opérations de déchargement doivent être adaptés aux manutentions à réaliser et en bon état :
 - Les observations portées sur les rapports de vérification réglementaires ont toutes une réponse appropriée.
 - L'entreprise en charge du levage s'assurera que l'ensemble des appareils et accessoires de levage mis en œuvre pour le déchargement des camions est en adéquation avec les charges à lever et l'environnement du chantier.
- L'arrimage/désarrimage des charges doit être réalisé conformément aux règles de l'art.

- Les accessoires d'arrimage doivent être maintenus en bon état. Leur vérification est réalisée au minimum annuellement par une personne compétente désignée par le transporteur.

Nota : Ces vérifications ne se substituent pas à la vérification visuelle réalisée par le chauffeur avant chaque utilisation.

Coordination des différents acteurs par un meilleur échange d'informations

Pour les chantiers soumis à coordination SPS

Préalablement au démarrage du chantier, le coordonnateur SPS élabore le PGCSPS. Simultanément, le coordonnateur SPS préétablit un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL) qu'il annexe au PGCSPS.

Ce document précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.

Le client (l'entreprise du BTP) établit son PPSPS et renseigne le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison. Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexé au PPSPS de celle-ci.

Il est régulièrement mis à jour dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur, et aussi pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons.

Avant la livraison, les clients (entreprises du BTP) envoient à leurs fournisseurs le DHOL actualisé.

Si le DHOL ne peut pas être adressé à temps, le client (entreprise du BTP) informe le fournisseur du contenu du DHOL.

Ce document permet de préparer les livraisons en sécurité, notamment la coordination entre les acteurs de celle-ci.

Au stade de la consultation (ou remise de prix), les informations contenues dans le DHOL peuvent être très utiles aux différents intervenants.

Etablissement du document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL)

Le DHOL doit intégrer les renseignements suivants, indispensables à la réalisation des opérations de livraison en sécurité :

- L'adresse du chantier,
- Les horaires de livraison,
- Les personnes à contacter (réceptionnaire) : nom, N° de téléphone, coordonnées, ...
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement,
- Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires (1),
- La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol ...)(2),
 - Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le Camion (2),
 - La nature et la résistance du sol,
 - La charge utile des recettes à matériaux,
 - La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement (2),
 - Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule,
- Signalisation des situations de coactivité
- Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage (2),
- Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC, ...),
- Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité.

- (1) Prévu dans le plan d'installation du chantier
- (2) Prévu dans le plan d'installation du chantier

Cas particulier : utilisation d'élingues à usage unique

Le recours à des élingues à usage unique restant à demeure sur les matériaux jusqu'au point de dépose final et permettant un élingage depuis le sol peut être envisagé comme équipement de travail adapté.

Leur utilisation impose de mettre en place :

- Une consigne spécifique recensant les types d'élingues à usage unique mises en œuvre sur le chantier, leurs modalités de destruction et rappelant l'interdiction de réutilisation de ce type d'élingue,
- Un bac de récupération sur le chantier afin de les collecter après utilisation et destruction,
- De vérifier que les dispositifs de destruction des élingues à usage unique, si elles en sont équipées, sont bien armés avant de déposer les colis sur le chantier.

Quand l'utilisation d'élingues à usage unique est prévue, le personnel doit être formé à leur utilisation. Cette formation devra particulièrement insister sur la destruction de ce type d'élingue après utilisation.

Une élingue à usage unique a une CMU (charge maximale d'utilisation) supérieure à 900 daN.

Formation des différents acteurs

Le chef de manœuvre (levage et manutention)

Le chef de manœuvre devra être formé aux gestes et commandements de manœuvre. Une expérience dans les opérations d'élingage est recommandée.

Levageur

Toute personne utilisant un appareil de levage doit être formée à son utilisation.

Son employeur doit lui délivrer une autorisation de conduite. Les instructions spécifiques au site figurent dans le Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité sur chantier (DHOL), quand il existe.

L'application des recommandations CACES® de la CNAMTS, visant la plupart des équipements de levage (grue auxiliaire de chargement, chariot élévateur, grue à tour, grue mobile, nacelle élévatrice de personnes, engins de TP à conducteur porté ou radio télécommandé), peut être un bon moyen de s'assurer des compétences à conduire en sécurité pour la délivrance de l'autorisation de conduite.

Le personnel affecté aux opérations d'élingage doit avoir été formé. Les titulaires du CACES® R.377 m., R.383 m. ou R.390 sont évalués sur ces compétences.

Livreur (ou chauffeur-livreur)

Le chef d'entreprise doit s'assurer que son chauffeur, s'il est affecté à la conduite d'un véhicule de transport de marchandise dont le PTAC est > à 3,5 tonnes, est titulaire d'un permis de conduire et d'une carte de qualification de conducteur en cours de validité. Cette carte justifie que le chauffeur est titulaire :

- D'une formation initiale diplômante ou d'une Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO) complémentaire au permis de conduire.
- D'une Formation Continue Obligatoire (FCO) avec recyclage tous les 5 ans.

Ces formations doivent permettre de maîtriser les règles de sécurité routière et de sécurité à l'arrêt, ainsi que les réglementations relatives à la durée du temps de travail et aux temps de conduite et de repos. Elles sont fonction du tonnage du véhicule et de l'expérience du conducteur.

Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (modèle de DHOL)

CSPS	Nom	①
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier		Coordonnées GPS	
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ..)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			

Au verso : (à rédiger par CSPS)

- Projet PIC avec :
 - Accès
 - Voies de circulation
 - Installations sanitaires
 - Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
 - Zones de stockage
 - Dimensions des aires de stockage
 - Charges admissibles
 - Nature du terrain
 - Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)